

# GUIDE ETHIQUE :

## UTILISER DES VIDEOS DE TEMOINS DANS UN RAPPORT ET UN PLAIDOYER DES DROITS DE L'HOMME

### INTRODUCTION

Les vidéos de témoins peuvent être utiles pour documenter des violations des droits de l'homme. Dans certains cas, ces vidéos sont la seule documentation d'abus disponible et elles peuvent fournir des réponses cruciales à des questions relatives à une situation ou une enquête particulière.

Mais la décision de savoir si et comment partager une vidéo publiquement est rarement quelque chose de simple. Certaines vidéos de témoins peuvent mettre des personnes et des communautés en grand danger si elles sont partagées avec un large public ou utilisées à mauvais escient. De nombreuses vidéos se trouvant en ligne n'étaient pas initialement destinées à devenir publiques. D'autres ont été filmées dans l'intention d'intimider, de nuire ou d'inciter à la violence.

Ces vidéos soulèvent pour les journalistes, les défenseurs des droits de l'homme, les documentaristes et les enquêteurs, la question suivante : Comment pouvons-nous suivre des pratiques sûres et éthiques basées sur les droits de l'homme (y compris un engagement à respecter la dignité humaine, à respecter l'autonomie des communautés affectées, et à ne pas nuire) lorsque nous avons affaire à des documents visuels que nous n'avons pas recueillis personnellement ?

Grâce aux progrès technologiques, il est facile d'inclure un lien vers une vidéo sur YouTube dans un rapport en ligne, de l'intégrer dans un article, ou de monter une vidéo ou un film documentaire à partir d'un grand nombre de séquences vidéo différentes. Mais ce faisant, il est important que vous réfléchissiez aux conséquences sur les personnes impliquées dans ces vidéos et sur les enjeux qui y sont documentés.

Vous trouverez ci-dessous quelques principes pour vous guider dans la curation éthique de vidéos de témoins ainsi que des outils, des références et des exemples sur les différentes manières de vous attaquer à ces défis. Ce guide se penche successivement sur les responsabilités envers les trois parties intéressées:

- I. les personnes filmées ;
- II. les créateurs des vidéos et
- III. le public.

### A PROPOS DE CE GUIDE

Ce guide est principalement destiné aux enquêteurs, aux journalistes, aux militants, aux archivistes et aux autres personnes qui utilisent des vidéos de témoins dans leurs rapports, leurs enquêtes ou leur travail de documentation sur les droits de l'homme. Bien que ce guide se concentre avant tout sur les vidéos déjà produites, un grand nombre des questions éthiques qui sont discutées ici s'appliquent également à la diffusion et à la curation de vidéos en live streaming (diffusées en direct sur Internet).

Enfin, ce guide n'est qu'un guide. Décider si vous allez inclure des vidéos de témoins dans votre curation et de quelle manière est rarement un processus facile. Parfois, certaines des considérations éthiques présentées ci-dessous se retrouveront en conflit et vous devrez utiliser votre jugement professionnel pour prendre la meilleure décision possible. La manière de le faire dépendra de votre propre expertise, de votre domaine professionnel et de vos objectifs. Nous espérons que les conseils et les exemples que nous vous présentons ici vous aideront à prendre ces décisions difficiles. Sachez que vos commentaires pour adapter et améliorer ce guide sont toujours les bienvenus.

# DEFINITIONS

## Vidéos de témoins

Ce guide se réfère à des « vidéos de témoins » pour décrire des vidéos filmées par des personnes se trouvant sur le lieu d'un incident. Ces vidéos sont souvent tournées par des spectateurs lambda, parfois par des militants et parfois par des victimes, des survivants ou même des auteurs d'abus. Les vidéos de témoins parviennent généralement aux enquêteurs ou aux médias par le biais de plateformes en ligne telles que YouTube, Facebook ou Twitter. Dans d'autres cas, elles sont envoyées par une source directement aux enquêteurs via e-mail, une application de messagerie ou tout autre moyen de communication. Il arrive aussi qu'elles soient retrouvées sur l'ordinateur ou le téléphone portable du vidéaste. Ce qu'elles ont en commun c'est que vous, c'est-à-dire la personne visionnant et analysant ces images (que vous soyez journaliste, enquêteur ou militant), n'étiez pas impliqué dans le tournage. Vous avez donc un certain nombre de questions concernant la vidéo, son authenticité, son but et son contexte. Ce type de vidéo est aussi couramment appelé « contenu généré par les utilisateurs » ou « CGU », « vidéo open source » ou « vidéo citoyenne ».

## Curation

Ce guide se penche sur la curation de vidéos de témoins, c'est-à-dire les méthodes utilisées pour **partager publiquement et contextualiser ces vidéos ou les informations contenues dans ces dernières**. Cette curation peut prendre les formes suivantes : un lien hypertexte vers un URL sur YouTube dans un rapport sur les droits de l'homme, l'inclusion dans un film documentaire d'extraits tirés de vidéos de témoins, l'intégration de vidéos pertinentes disponibles en ligne dans un blog, un article sur les problèmes documentés dans la vidéo, une carte interactive montrant les vidéos par location, ou tout autre moyen de partager des vidéos de témoins dans le domaine public.

## Curation vs. Preservation

Le processus de **curation** est distinct de la **conservation** de vidéos. Ainsi, lorsque nous recommandons par exemple de flouter les visages dans votre montage vidéo, c'est parce que nos conseils sont axés sur le partage public de la vidéo. Nous recommandons aux défenseurs des droits de l'homme de garder une copie archivée de la vidéo originale en vue de son partage possible avec un public particulier, comme par exemple des procureurs locaux.

Nous recommandons d'ailleurs que cet archivage soit la première étape. De nombreuses vidéos d'abus des droits de l'homme disponibles en ligne se voient retirées de sites web pour d'innombrables raisons, parmi lesquelles la violation des conditions d'utilisation des plateformes en ligne. Que vous ayez l'intention ou non de faire une curation de vidéos publique, il est essentiel de sauvegarder une copie de vos vidéos afin de préserver la documentation visuelle fournie par ces images.

Pour plus de références sur l'archivage, veuillez consulter : [Activists' Guide to Archiving Video](#).<sup>1</sup>

# I. RESPONSABILITE ENVERS LES PERSONNES FILMEES

## PRINCIPES DE DOCUMENTATION ETHIQUE

Dans les domaines des droits de l'homme, du journalisme et de la réalisation de films documentaires, il existe une longue tradition de pratiques éthiques généralement motivées par le désir de « ne pas nuire » aux sujets du reportage. Ces pratiques incluent l'obtention du consentement éclairé des personnes interviewées et filmées ainsi que l'évaluation des risques potentiels liés à la documentation et au partage de leurs récits.

Il est plus difficile pour les responsables de curation qui ne sont pas impliqués dans la production d'une vidéo d'évaluer si les personnes concernées ont donné leur consentement et si le partage de la vidéo pourrait leur nuire. Cette section se penche sur le risque de préjudice pour les personnes et les communautés filmées et présente des stratégies pour aider à évaluer, peser et gérer ces risques. Nous allons d'abord passer en revue certains des principaux concepts qui sous-tendent une documentation éthique.

### LE CONSENTEMENT

Obtenir le consentement éclairé d'une personne pour que son image et son histoire soient enregistrées et rendues publiques est essentiel à une documentation responsable et éthique. Certaines personnes, pour des raisons personnelles ou en raison de préoccupations de sécurité, vont choisir de garder leurs expériences privées ou de partager leurs histoires de manière anonyme.

Le consentement libre et éclairé implique que les personnes filmées comprennent le but de la vidéo et son public potentiel, ainsi que les risques liés à leur apparition dans l'enregistrement. En donnant son consentement, une personne assume les risques potentiels. Cette décision n'est pas forcément définitive : une personne qui a donné son consentement peut, après plus ample réflexion ou en raison de nouveaux risques de sécurité, regretter sa décision. Il est important de respecter le fait qu'une personne puisse changer d'avis.

Bien que l'obtention du consentement éclairé soit une longue tradition dans le domaine des droits de l'homme, du journalisme et de la réalisation de films documentaires, les personnes en dehors de ces professions ne connaissent souvent pas ce concept ou n'ont pas forcément l'occasion de demander ce consentement aux personnes filmées. Certaines vidéos sont enregistrées sans que leurs sujets ne soient conscients d'être filmés. Dans certains cas, la personne filmant la vidéo est également l'auteur de la violation des droits de l'homme et la révélation de l'identité de la victime fait partie intégrante de l'abus. (Voir la section sur les vidéos de responsables; page 185).

### LE PUBLIC ET L'UTILISATION ENVISAGES

Les vidéos de témoins se trouvant sur Internet n'ont pas toutes été créées et mises en ligne dans l'intention d'être diffusées dans le domaine public. Il se peut que leurs sujets aient consenti à l'enregistrement pour un public spécifique et limité, mais pas à une circulation à grande échelle.

Examinons le cas du piratage des comptes de stars d'Hollywood en 2014<sup>2</sup> qui a vu la diffusion de photos intimes volées sur des terminaux mobiles et comptes de stockage en ligne. Dans le cadre de ce piratage illégal, un grand nombre de leurs photos personnelles ont fait l'objet d'une large diffusion sur internet. Ceci n'était bien évidemment pas l'intention initiale de ces stars. Elles avaient donné leur consentement uniquement pour un public et dans un but précis.

De manière plus générale, de nombreuses personnes partagent des informations sur Facebook ou Twitter en s'attendant à ce que seul le nombre limité de leurs amis ou de leurs followers les voient, ou sans bien comprendre les paramètres de confidentialité qui déterminent quelles sont les personnes qui peuvent voir les informations qu'elles partagent sur leurs réseaux sociaux.

PARTAGE

PLUS  
D'INFORMATIONS

Nos conseils  
pour obtenir le  
consentement  
éclairé sur :  
[bit.ly/Tips-  
InformedConsent](https://bit.ly/Tips-InformedConsent)

## LA SECURITE, LA DIGNITE ET LA VIE PRIVEE

Le pouvoir de la vidéo de communiquer une histoire individuelle est intrinsèquement lié à son impact potentiel sur la sécurité, la dignité et la vie privée des personnes et des communautés filmées. Ainsi, une vidéo d'une agression sexuelle a le potentiel de couvrir de honte, de re-victimiser et de mettre en danger la personne qui a subi cet abus. Une diffusion large de vidéos montrant des défenseurs des droits de l'homme pourrait en faire des cibles d'arrestation ou d'actes de violence par des gouvernements répressifs. Le témoignage d'un officier de police dénonçant la corruption parmi ses supérieurs pourrait lui faire courir le risque de perdre son poste.

Gardez à l'esprit qu'il peut y avoir d'autres personnes en plus de celles identifiées sur la vidéo qui peuvent se retrouver en danger lorsque la vidéo est rendue publique. Par exemple, si une personne est filmée à une réunion, il pourrait en être déduit que les collègues de cette personne sont également présents. Si une personne est filmée alors qu'elle critique ouvertement des responsables locaux, sa famille entière pourrait courir le risque de représailles. Le témoignage vidéo d'une personne pourrait inclure les noms d'autres personnes ainsi que les endroits où elles se trouvent.

Le risque de préjudice vaut également pour les auteurs d'abus qui peuvent se retrouver filmés. Il s'agit d'un point particulièrement important pour les organisations des droits de l'homme qui défendent le droit à un procès impartial ou ne veulent pas exposer ces auteurs présumés au risque d'être torturé.

## LE JUGEMENT PROFESSIONNEL

En l'absence d'indicateurs clairs de consentement éclairé dans une vidéo, la personne responsable de la curation doit utiliser son jugement professionnel pour décider si l'utilisation de cette vidéo pourrait porter atteinte au consentement, à la vie privée ou à la dignité des personnes ou des communautés filmées, ou les mettre en danger de quelque autre manière. Prenez les mesures suivantes pour faire une évaluation des risques potentiels pour les personnes filmées. Puis évaluez les différents facteurs pour décider comment inclure ces images dans votre curation tout en minimisant ces risques.

### ETAPE 1

#### EVALUEZ LE CONSENTEMENT

Certains indices visuels peuvent aider le spectateur à évaluer si les sujets ont consenti à être filmés

##### Questions à se poser:

- La vidéo a-t-elle été enregistrée dans un endroit public ou privé ?
- Le sujet semble-t-il conscient de la caméra ?

En évaluant l'indépendance du sujet lorsqu'il donne son autorisation, accordez une attention particulière aux personnes vulnérables telles que les prisonniers, les enfants et les personnes avec un handicap mental. Elles peuvent ne pas être complètement conscientes des risques posés par le fait d'être filmé ou ne pas être suffisamment autonomes pour donner leur consentement.

Cependant, même si des indices visuels peuvent indiquer qu'une personne est consciente d'être filmée, il est quasiment impossible d'évaluer avec certitude si elle a donné son consentement éclairé. Par exemple, si la vidéo a été tournée dans un espace public où il y a beaucoup de monde, comme une manifestation ou une altercation violente, il se peut qu'elle n'ait pas eu la possibilité de choisir de ne pas être filmée. Elle peut aussi ne pas avoir su si ces enregistrements seraient distribués ainsi que l'étendue, le public et le but d'une telle distribution.

## ETAPE 2

### EVALUEZ LE PUBLIC CIBLE

Le consentement éclairé est basé sur la compréhension du but de la vidéo et du public envisagé. Si une personne donne son consentement éclairé lors de l'enregistrement original, ce consentement ne se transpose pas à des utilisations futures qui n'ont pas été prévues. Par exemple, un prisonnier peut consentir à ce qu'un enregistrement filmé dans sa cellule de prison soit utilisé dans un rapport sur les droits de l'homme, mais pas à ce que ces mêmes images soient utilisées dans un but de divertissement.

**Lorsque vous examinez le consentement des personnes au partage de leurs images, de leurs identités et de leurs histoires, posez-leur les questions suivantes :**

- Ont-elles accordé leur consentement dans l'idée que la vidéo serait partagée avec un public spécifique et/ou pour une utilisation particulière ?
- Quel impact aurait une exposition accrue de ces images sur la vie privée, la dignité et la sécurité des personnes impliquées dans la vidéo ?
- Qu'en est-il de la manière dont cette vidéo est présentée avec d'autres images ou informations ?
- Les personnes filmées consentiraient-elles à la manière dont vous projetez d'utiliser la vidéo ?

Ne présumez pas, parce que votre organisation ou votre publication cible un public spécifique, que les images que vous allez inclure dans votre curation ne circuleront pas sur Internet et ne seront pas vues par la communauté dont les personnes filmées font partie. (Voir la section « Paroles d'expert » en page 186 pour les conseils du Comité international de la Croix-Rouge sur la gestion d'informations sensibles dans le domaine public.)

## ETAPE 3

### EVALUEZ LES RISQUES

Réfléchissez bien au préjudice pouvant résulter de la diffusion publique des vidéos. Gardez à l'esprit que les concepts de vie privée et de risques de violence, de marginalisation sociale et de répression peuvent varier d'un pays ou d'une culture à l'autre. Ainsi, aux Etats-Unis, la documentation d'événements « publics » tels que des manifestations est généralement acceptée. Mais dans d'autres pays, les manifestants doivent prendre des mesures pour garder leur identité privée et éviter d'être ciblés par le gouvernement pour leur activisme. Discutez-en avec quelqu'un qui comprend bien les normes sociales et la situation de sécurité de la communauté où l'enregistrement a lieu, afin de jauger des risques potentiels que pourrait poser le partage des vidéos.

## ETAPE 4

### GEREZ DES INTERETS CONTRADICTOIRES

Lorsque des avocats, des journalistes ou des intervenants en situations de crise documentent un problème humanitaire, ils le font généralement dans l'« intérêt public », c'est-à-dire la conviction qu'il est dans l'intérêt du public de dévoiler un crime ou un délit grave, de protéger la santé et la sécurité publique, et de contribuer à ce que les citoyens soient informés et engagés. La vidéo peut constituer un outil puissant pour exposer des problèmes d'intérêt public et inciter au changement.

Mais il existe une tension constante entre ce désir d'exposer les abus et la nécessaire prise en compte des questions de consentement, de sécurité et de dignité. Ainsi, une personne peut être choquée en découvrant une vidéo d'actes de torture en prison et être tentée de la diffuser au journal télévisé avant de penser à l'impact de cette vidéo sur les victimes des abus. (Voir l'exemple tiré de Malaisie dans la section « Vidéos de responsables » en page 185.)

Réfléchissez bien aux principes présentés ci-dessus lorsque vous faites face à des valeurs des droits de l'homme qui se retrouvent en conflit les unes avec les autres. Voici quelques exemples illustrant certaines de ces contradictions :

- **Intérêt public et risque individuel.** Bien qu'exposer des injustices puisse être d'un grand intérêt pour le bien public, cela peut créer des risques de sécurité pour les personnes qui choisissent de s'exprimer. Ces personnes doivent comprendre ces risques et vont consentir à les assumer parce qu'elles croient sincèrement que partager leur histoire sera bénéfique pour le public.
- **Intérêt public et droits de l'accusé.** Cette tension se pose souvent dans le cadre de vidéos qui révèlent l'identité d'auteurs d'abus. Certaines organisations des droits de l'homme floutent les visages des auteurs afin de protéger leur sécurité et de garantir leur droit à un procès équitable, mais d'autres choisissent de révéler leur identité afin de les tenir responsables et de faire pression sur la société pour qu'ils soient traduits en justice.
- **Intérêt public et dignité personnelle.** Si révéler l'abus qu'une personne a subi peut porter atteinte à sa dignité, connaître son identité peut également renforcer sa défense. Ainsi, lorsqu'une vidéo documentant la torture de prisonniers par la police aux îles Fidji est devenue publique, la mère de l'une des victimes a pu identifier son fils et réclamer justice.<sup>3</sup>

La responsabilité du curateur est d'exercer son jugement professionnel afin de balancer le bénéfice pour la société de révéler un abus des droits de l'homme avec les risques potentiels créés par le partage de vidéos de témoins, en particulier celles pour lesquelles les personnes filmées n'ont peut-être pas pu donner leur consentement éclairé. Efforcez-vous de trouver un équilibre qui minimise les risques de préjudice imprévu, en particulier pour les personnes qui se retrouvent, après la publication ou la diffusion de la vidéo, dans une situation vulnérable. Voir ci-dessous des exemples illustrant des situations d'abus tout en minimisant les risques.

## ETABLISSEZ DES CRITERES

Etablissez des critères au sein de votre organisation afin de guider la manière dont vous gérez les vidéos et assurez-vous que votre équipe les comprenne bien avant de les mettre à l'essai. Y a-t-il des situations dans lesquelles vous allez partager une vidéo sans avoir reçu le consentement éclairé des personnes filmées ? Allez-vous systématiquement flouter les visages des victimes d'abus dans des vidéos de témoins ? Allez-vous flouter les visages des responsables ? Quand allez-vous choisir de ne pas diffuser, intégrer ou inclure un lien vers une vidéo de témoin ? Etablissez votre propre liste de questions à poser afin de déterminer si et comment vous devriez distribuer des vidéos ou utilisez la check-list fournie à la fin de ce guide.

# COMMENT MINIMISER LES RISQUES TOUT EN EXPOSANT LES ABUS

Le simple fait qu'une vidéo d'abus existe ne signifie pas qu'elle doit être partagée publiquement, surtout si elle va nuire aux personnes filmées. Vous pouvez choisir de ne pas montrer la vidéo et à la place, d'en donner une description à votre public. Vous pouvez aussi choisir de dissimuler les identités des personnes filmées avant de partager une vidéo.

## RENDRE LES PERSONNES ANONYMES

Lorsque vous souhaitez garder l'identité d'une personne privée, il existe plusieurs facteurs à prendre en compte. Examinons chacun des points suivants :

- **Reconnaissance vocale et faciale.** Utilisez un programme de montage vidéo ou l'outil spécifiquement mis en place par [YouTube](#)<sup>4</sup>. Assurez-vous de les avoir suffisamment floutés pour qu'ils ne puissent pas être reconnus et ce, d'une manière telle que les informations visuelles ne peuvent pas être reconstituées. Si les voix sont susceptibles de révéler l'identité d'une personne en danger, utilisez un programme de montage audio pour déguiser les voix.
- **Autres indices.** Veillez à ce que les vêtements, les tatouages, le témoignage et toute autre information audio ou visuelle ne révèlent pas d'informations susceptible d'identifier la personne telles que des noms, des titres, des plaques d'immatriculation ou des adresses.
- **Métadonnées.** S'il existe des métadonnées intégrées dans la vidéo qui peuvent révéler où elle a été filmée ou par qui, cela peut aussi mettre des personnes en danger. Assurez-vous de partager la vidéo publiquement, d'une manière qui ne révèle pas ces informations. Cela peut inclure de limiter l'utilisation ou le partage des messages sur les réseaux sociaux qui révèlent l'identité d'une personne ou sa localisation. Ainsi, retweeter ou reposter sur Twitter ou Facebook un message contenant une vidéo peut involontairement révéler le titulaire du compte.

Dans des situations où il existe de multiples sujets (telles que des émeutes), faites bien attention à ne pas révéler involontairement l'identité des personnes qui ne sont pas au centre de votre enquête.

PARTAGE

## EXEMPLES NOTABLES

**Exemple 1 :** Dans un article<sup>5</sup> sur une vidéo qui montrait le passage à tabac d'un enfant syrien par un autre sous les encouragements d'adultes hors champ, WITNESS a partagé une version éditée de la vidéo qui floute les visages des enfants.

**Exemple 2 :** Amnesty International a obtenu des vidéos de témoins montrant des violations des droits de l'homme commises par l'armée nigériane. Dans une des [vidéos](#)<sup>6</sup> incluant des passages à tabac et des meurtres, l'organisation a flouté les visages des victimes et des auteurs afin de protéger leur vie privée.

**Exemple 3 :** Dans son reportage sur une vidéo d'une agression sexuelle au [Caire](#),<sup>7</sup> le New York Times a fourni une description écrite du contenu de la vidéo plutôt que d'en montrer les images.



# NOTE DE TERRAIN

## DES TEMOINS FILMENT UNE ATTAQUE HOMOPHOB

Une vidéo filmée dans une salle d'université en Jamaïque documente le passage à tabac d'un jeune homme, présumé homosexuel, par des gardes de sécurité. Une foule de spectateurs filment ce qui se passe à travers les fenêtres. Bien que ces images documentent un abus, la distribution publique de la vidéo brute est problématique pour un certain nombre de raisons :

- **Consentement.** La victime n'était pas en position de consentir à l'enregistrement.
- **Dignité et re-victimisation.** La publication de la vidéo pourrait lui faire revivre, à maintes reprises, une expérience traumatisante.
- **Sécurité.** En Jamaïque, comme dans de nombreuses autres régions du monde, un individu perçu comme étant homosexuel, peut devenir la cible de violences. La distribution de cette vidéo pourrait conduire certaines personnes à voir la victime comme un homosexuel (que ce soit le cas ou non) et lui faire courir un risque de violences supplémentaires.

Bien que la vidéo originale puisse être vue en ligne, les médias locaux ont pris la décision éthique de flouter le visage de la victime lorsqu'ils l'ont diffusée à la télévision. Bien que cette décision ait le mérite d'avoir été prise, elle n'en reste pas moins imparfaite. La victime a dû endurer la diffusion de son expérience à la télévision nationale, même si son identité a été gardée privée. Les chaînes d'informations ont pesé le pour et le contre entre le préjudice potentiel de la diffusion de la vidéo et l'intérêt de révéler ces actes de violence homophobe. Leur jugement professionnel a été d'exposer l'abus tout en minimisant le préjudice.



## CE QU'IL FAUT RETENIR

Bien qu'une vidéo de témoin puisse exposer des abus, elle peut également faire courir des risques aux victimes. Dans le cas présent, les médias locaux ont diffusé des reportages sur l'agression en montrant une version éditée de la vidéo, respectant la vie privée de la victime et minimisant ainsi le risque de préjudice supplémentaire.



# VIDEOS D'AUTEURS DE CRIMES

De nombreuses vidéos documentant les violations des droits de l'homme sont filmées par les auteurs eux-mêmes, présentant un défi unique pour les journalistes et les défenseurs des droits humains soucieux de reporter ces violations sans approfondir les objectifs des agresseurs. Voici quelques exemples:

- En Malaisie, des officiers de police ont filmé les mauvais traitements infligés à des détenues<sup>8</sup> sur leurs téléphones portables et partagé ces images entre eux. Ces vidéos, qui sont devenues publiques en 2005, montraient des détenues subir des traitements indignes, tels que d'être forcées de se dénuder et de s'accroupir.
- Dans le cadre d'une campagne homophobe en Russie,<sup>9</sup> des sites de rencontres en ligne ont été utilisés pour attirer de jeunes homosexuels à un point de rendez-vous où ils se retrouvaient ensuite victimes d'harcèlement et d'abus. Les agresseurs ont filmé ces violences tout menaçant chaque victime de révéler leur homosexualité à leur famille et au sein de leur communauté. Ils ont ensuite partagé ces vidéos sur les réseaux sociaux.
- Les vidéos d'une extrême violence sont devenues un outil populaire pour des groupes terroristes tels que Al-Qaeda ou l'Etat islamique. Leurs vidéos d'exécutions d'otages visent à semer la terreur, à mobiliser leurs sympathisants et à récolter des fonds.

**Comme toujours, il est utile de vous interroger sur l'intention des vidéastes ou des personnes qui téléchargent. Posez-vous les questions suivantes :**

- La vidéo a-t-elle été créée pour instiger la peur ?
- Pour déshumaniser une personne ou une communauté ?
- Pour idéaliser la violence et recruter de nouveaux membres pour une organisation ?
- Pour divertir les responsables des abus eux-mêmes et partager leurs stratégies ?
- Pour déconcerter ou tromper les spectateurs ?
- La vidéo faisait-elle partie de l'abus lui-même, comme dans l'exemple tiré de Russie ?

PARTAGE

Dans un grand nombre de ces cas, tels que les vidéos d'exécutions et d'otages, les images vont fournir des informations importantes pour une enquête ou un reportage en cours. Dans d'autres cas, tels que celui des mauvais traitements infligés aux détenues malaysiennes, les vidéos pourront fournir des preuves d'abus qui vont soulever l'opinion publique et contribuer aux efforts de justice et de responsabilisation.

Cela étant, une des difficultés posées par l'utilisation de vidéos d'auteurs de crime dans le but d'exposer des abus, réside dans la re-victimisation des sujets. Non seulement la victime n'est pas en mesure de consentir à l'enregistrement, mais en outre, elle est souvent montrée dans une situation de vulnérabilité et/ou déshumanisante. Le partage public d'un tel événement peut causer un traumatisme psychologique. En révélant leurs identités, les vidéos peuvent également faire courir aux personnes concernées des risques de discrimination et d'abus supplémentaires.

Lorsque les images filmées dans les prisons malaysiennes ont été diffusées sur une chaîne de télévision locale, l'une des survivantes s'est reconnue sur l'écran. « J'ai été surprise, en colère et à nouveau extrêmement gênée », a-t-elle confié au Washington Post.<sup>10</sup> Malgré sa satisfaction de voir les vidéos attirer l'attention du public sur ces abus, elle a demandé que les gens cessent de les faire circuler.<sup>11</sup>

Lorsqu'une vidéo a le potentiel de nuire aux personnes ou aux communautés filmées, veillez à prendre des mesures pour minimiser ce risque. Par exemple, lorsque Human Rights Watch a publié un rapport sur les abus ciblant des personnes LGBT en Russie, l'organisation a produit une vidéo<sup>12</sup> dans lesquels les visages des hommes maltraités étaient floutés afin de garder leurs identités privées. De nombreux journaux publient des reportages sur des vidéos d'otages et d'exécutions sans inclure de liens vers ces vidéos afin d'éviter toute complicité avec les objectifs politiques ou financiers des preneurs d'otages.

## GERER DES INFORMATIONS SENSIBLES

Dans sa publication *Standards professionnels pour les activités de protection*, le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) présente des lignes directrices concernant la gestion d'informations sensibles dans des zones de conflit armé et d'autres situations de violence. Bien qu'elles soient d'abord destinées à des organisations des droits de l'homme et des agences humanitaires, ces lignes directrices sont également pertinentes pour d'autres acteurs et s'appliquent à d'autres situations. Concernant l'utilisation d'informations personnelles obtenues sur Internet, elles incluent les recommandations suivantes :

Il est souvent très difficile, voire impossible, de remonter à la source des informations trouvées sur Internet et de s'assurer qu'elles aient été recueillies de façon honnête et légale et avec le consentement éclairé des personnes concernées. Autrement dit, les données personnelles accessibles sur Internet n'y sont pas toujours présente suite à une décision consciente des personnes concernées de les rendre publiques.

Même si ces informations sont accessibles, cela ne signifie pas qu'elles étaient nécessairement destinées à être « publiques »... Chacun a le devoir de vérifier qu'il dispose de l'accord de la personne dont les données sont utilisées. S'il ne peut pas l'obtenir, il ne devrait divulguer les informations que si les résultats attendus en termes de protection sont clairement supérieurs aux risques encourus. En cas de doute, il est fortement recommandé de ne publier que des données agrégées, sans marqueurs individuels.

- Extrait des Standards professionnels pour les activités de protection<sup>13</sup> du CICR, page 96.



## II. RESPONSABILITE ENVERS LE VIDEASTE

La curation de vidéos de témoins jette un regard nouveau sur le contenu d'autres personnes. Cette section se penche sur les considérations éthiques liées à une telle tâche, y compris l'attribution de la source, la gestion de la sécurité du vidéaste et du distributeur, et la transparence de leurs objectifs.

### REMONTER A LA SOURCE

De nombreux vidéastes documentent des situations des droits de l'homme intentionnellement en tant que professionnels, journalistes citoyens ou activistes. Ils diffusent ensuite leurs images sur leurs chaînes personnelles ou institutionnelles et sur leurs réseaux sociaux. Dans d'autre cas, des vidéos filmées par un témoin oculaire seront partagées anonymement en raison des risques spécifiques auxquels ils font face. Les images d'auteur de crimes sont souvent mises en ligne sur les chaînes de communication de leur organisation, qui sont des vitrines de leurs abus ; parfois, elles seront divulguées par un dénonciateur qui prendra des mesures pour rester anonyme.

Etant donné les différentes manières dont des vidéos peuvent être partagées en ligne, vous ne pouvez pas présumer que la personne qui a mis en ligne une vidéo sur un réseau social est la même personne qui l'a filmée. Et pour compliquer les choses, on trouve souvent en ligne plusieurs versions de mêmes images.

Pour vous attaquer aux questions éthiques et de sécurité concernant la source d'une vidéo, vous devez d'abord déterminer qui est cette source. Qui a filmé la vidéo à l'origine ? Qui l'a distribuée ? Etait-ce la même personne ? Différentes personnes dans la même équipe ? Différentes personnes avec des objectifs différents ?

Il se peut que vous ne puissiez pas répondre à toutes ces questions avec certitude, mais se les poser peuvent vous aider à déterminer l'intention originale et les risques potentiels de sécurité impliqués par le partage de ces images. Examiner l'identité de la source vous permettra également de fournir à votre public le contexte nécessaire pour en évaluer le contenu.

### PRENEZ EN COMPTE LA SECURITE DE LA SOURCE

#### Témoins oculaires dans des situations dangereuses

Dans des situations de conflit ou des événements faisant l'actualité, il peut y avoir des témoins oculaires qui filment des vidéos et les partagent sur les réseaux sociaux. Si vous êtes en contact avec de tels vidéastes, leur sécurité doit primer sur le désir d'obtenir toute vidéo qu'ils pourraient filmer. (Voir « Paroles d'expert : Protéger la sécurité des témoins oculaires » en page 188 pour des conseils sur comment communiquer avec des témoins oculaires dans de telles situations.)

#### Vidéastes anonymes

Il existe des situations dans lesquelles le vidéaste et/ou la personne qui charge une vidéo, préféreront rester anonyme pour des raisons de sécurité. Dans des lieux par exemple où des journalistes ou des militants font face à de graves risques, les médias indépendants peuvent distribuer leur film en cachant intentionnellement leurs identités. Un scénario différent sera celui d'un dénonciateur (whistleblower) qui va divulguer des images de crimes commis par ses collègues. Son identité sera gardée délibérément privée afin de prévenir toutes représailles.

Si vous gérez ce genre de vidéos, veillez à bien protéger l'anonymat de la source. La vidéo contient-elle des métadonnées (informations techniques ou descriptives intégrées dans le fichier vidéo) qui pourraient identifier la source ou la localiser ? La plateforme hébergeant la vidéo révèle-t-elle des informations pouvant identifier la source et si oui, en est-elle consciente ? Si vous apprenez l'identité de la source lors de vos recherches, évaluez le risque pour le vidéaste de voir son identité rendue publique. Si vous êtes en contact avec le vidéaste, pensez à crypter vos e-mails et vos messages en ligne.

#### POUR PLUS D'INFORMATION

Découvrez comment sécuriser vos communications en ligne en consultant « Autoprotection digitale contre la surveillance » sur le site de l'Electronic Frontier Foundation: <https://ssd.eff.org/fr>.

## PROTEGER LA SECURITE DES TEMOINS OCULAIRES

### Online News Association

Le guide *Build Your Own Ethics Code* de l'Online News Association a été créé en 2014 par une équipe de journalistes afin d'aider les reporters à s'attaquer aux défis éthiques dans le contexte du journalisme d'aujourd'hui. Voici les conseils que ce guide nous offre :

- **Restez en sécurité.** Lorsqu'un journaliste communique avec quelqu'un qui se trouve dans un endroit dangereux (tel que le lieu d'un crime, d'une catastrophe ou d'une zone de guerre), le reporter devrait l'encourager à se mettre en sécurité. Des journalistes non professionnels ne devrait jamais recueillir d'informations dans un endroit dangereux.
- **Parfois, ne demandez rien.** Les médias doivent bien réfléchir au risque que peut créer le simple fait de contacter un citoyen pour obtenir des contenus générés par les utilisateurs (CGU). Cela pourrait révéler leur présence sur le lieu ou les rendre imprudents. Il est plus prudent parfois d'attendre que le danger soit passé.
- **Faites preuve de sensibilité.** Faites preuve de considération concernant l'état émotionnel du journaliste citoyen. Gardez à l'esprit que vous serez peut-être celui qui va lui apprendre des nouvelles alarmantes. Et faites preuve d'une grande sensibilité lorsque vous communiquez avec des personnes qui viennent de vivre la perte d'un proche. Demandez-vous également s'il est par ailleurs approprié de les contacter pour leur demander des CGU dans une telle situation.
- 

- Extrait de *Build Your Own Ethics Code* de l'Online News Association, "Contenus générés par les utilisateurs",<sup>14</sup> compilation établie par Eric Carvin, éditeur de médias sociaux d'AP.

### Le Centre Tow pour le journalisme numérique

En 2014, le Centre Tow pour le journalisme numérique a publié un rapport<sup>15</sup> sur l'utilisation de contenus générés par les utilisateurs par des chaînes d'informations à travers le monde. Les chercheurs ont découvert que la plupart de ces médias devaient faire plus d'efforts pour obtenir l'autorisation d'utiliser ces images. Dans certaines régions, cependant, les médias se sont rendus compte que contacter des journalistes citoyens pour leur demander leur permission pouvait leur faire courir davantage de risques. Le rapport indique :

"Il y avait certainement un accord implicite [...] que, lorsque vous travaillez avec des téléchargeurs de certains pays, la bonne marche à suivre était de ne pas rechercher de permission. Un journaliste de la BBC qui travaille sur une galerie de photos sur l'Iran nous a dit : « Si je dis à quelqu'un qui a posté une photo : "Bonjour, est-ce que je peux utiliser votre photo ? Je suis de la BBC", cela va attirer davantage d'attention sur cette personne. Donc, dans ce cas-là, notre service perse nous a dit qu'il valait mieux simplement utiliser la photo".

- Extrait d' *Amateur Footage: A Global Study of User-Generated Content*,<sup>16</sup> Chapitre 12.1.

# ANONYMAT ET VERIFICATION

En révélant leurs identités, de nombreuses vidéos documentant des droits de l'homme peuvent mettre en danger le vidéaste ou le distributeur. Cet anonymat rend difficile le travail des enquêteurs ou des journalistes qui cherchent à vérifier si des images sont authentiques et fiables. Il existe un nombre croissant d'outils et de méthodes pour vérifier l'authenticité d'une vidéo, mais dans certains cas, il n'y a tout simplement pas d'informations suffisantes pour confirmer où et quand la vidéo a été filmée et s'il s'agit d'un document authentique (c'est-à-dire qui n'a pas été mis en scène ou fabriqué pour tromper le public).

Dans ces cas-là, vous devez utiliser votre jugement professionnel pour décider si vous devez ou non partager les vidéos et si oui, de quelle manière. Inclure dans votre curation une vidéo qui s'avère ultérieurement avoir été manipulée ou mal interprétée pourrait compromettre votre intégrité et mettre en doute des vidéos authentiques. Pire encore, répandre de fausses informations (même involontairement) pourrait susciter la peur et la violence et avoir de graves conséquences pour les personnes impliquées. Il est important de comprendre à quel point il est facile de distribuer des images fausses ou manipulées et d'ainsi duper le public. Selon Mark Little, fondateur de l'agence de presse sociale Storyful, son organisation « a vu de nombreux exemples de groupes politiques qui créent des vidéos documentant de faux abus soi-disant commis par des opposants. »

**Lorsque vous vous retrouvez à gérer des vidéos dont vous ne pouvez vérifier l'authenticité, posez-vous les questions suivantes :**

- Y a-t-il d'autres vidéos ou rapports qui documentent le même événement et qui sont vérifiables ?
- Y a-t-il une raison pour laquelle les personnes qui se trouvent derrière cette vidéo souhaiteraient tromper le public ?
- Est-il possible que vous ayez fait une supposition erronée concernant la vidéo et ses motivations ?

Si vous décidez que la vidéo mérite d'être incluse dans votre rapport, clarifiez auprès de votre public ce que vous savez et ce que vous ne savez pas à son sujet et donnez-leur un moyen de vous envoyer des commentaires. Il arrive qu'après qu'une vidéo ait été partagée avec un public plus large, des spectateurs puissent apporter des réponses à des questions en suspens. N'oubliez pas de prendre en compte la sécurité, la dignité et le consentement des personnes filmées.

**POUR PLUS D'INFORMATIONS**

Pour en savoir plus sur la vérification de vidéos en ligne, visitez : [lab.witness.org/verification](https://lab.witness.org/verification)

**PARTAGE**

# EXEMPLES

## PARTAGER DES VIDEOS NON VERIFIEES

Les exemples suivants sont des cas dans lesquels les médias et/ou des organisations de défense des droits de l'homme ont utilisés des vidéos en ligne malgré le fait que plusieurs questions demeuraient sans réponses sur leur contenu.

**Exemple 1 :** En 2013, une vidéo en ligne a créé la polémique et attiré l'attention des médias coréens et internationaux. Cette vidéo paraissait montrer deux hommes caucasiens en train de harceler une femme coréenne dans une boîte de nuit à Séoul. Bien que l'identité des personnes et les circonstances dans lesquelles la vidéo avait été filmée n'étaient pas connues, le Washington Post<sup>17</sup> a couvert cette vidéo et la polémique qui l'a entourée. En réponse, les hommes impliqués dans le tournage ont contacté le journal pour expliquer que les images avaient en fait été filmées dans le cadre d'un film expérimental<sup>18</sup> et que toutes les personnes y apparaissant y avaient participé de manière volontaire. Ils ont partagé des vidéos et des photos supplémentaires du tournage pour confirmer la véracité de leurs dires. Le Washington Post publia un article de suivi reprenant ces nouvelles informations.

**Exemple 2 :** Une vidéo, apparue en ligne en début d'année 2013, semblait montrer deux hommes se faisant torturer par des officiers de police fidjiens. Bien que la source, le lieu exact et la date de l'enregistrement n'étaient pas connus, les médias locaux et internationaux ont couvert<sup>19</sup> cette vidéo, provoquant même des réactions d'Amnesty International et des Nations Unies. Cette couverture médiatique a conduit à une enquête interne par le département de police, à l'identification de l'une des victimes par sa mère et à son combat pour que justice soit rendue.

# MENTIONNER LA SOURCE

## POURQUOI

Parfois, des vidéastes vont garder leur identité privée pour des raisons de sécurité, mais dans la plupart des cas, ils s'identifient publiquement et s'attendent à ce qu'on leur demande la permission d'utiliser leurs images et qu'on les crédite lorsqu'elles sont utilisées.

Que le vidéaste soit identifié, anonyme ou inconnu, il est important de partager avec votre public les informations relatives à la source de la vidéo et ce, pour trois raisons principales :

- 1) **Responsabilité éthique envers les créateurs de contenu.** Que les images soient filmées par un journaliste citoyen ou un reporter professionnel, un photjournaliste ou un média, les créateurs de contenu s'attendent à ce que celui-ci leur soit attribué. En fonction de la loi en vigueur, ils peuvent avoir le droit de contrôler l'utilisation et la distribution de leurs images. En outre, bien que de nombreuses personnes partagent publiquement leurs photos et leurs vidéos personnelles sur YouTube ou sur les réseaux sociaux, elles ne s'attendent pas forcément (ni ne souhaitent) toucher un public plus large. Eyewitness Media Hub, qui étudie l'utilisation de photos et de vidéos de témoins par les médias, a documenté plusieurs cas <sup>20</sup> où des journalistes citoyens ont exprimé leur frustration de voir leurs images être utilisées par les médias sans leur permission ou sans qu'elles leur soient attribuées.
- 2) **Transparence.** Par définition, une vidéo de témoin est créée par des personnes extérieures à votre organisation. Il se peut qu'elles ne se soucient pas de documenter objectivement et qu'elles aient des motivations politiques ou des arrière-pensées. Votre public a le droit de savoir si cette version des événements est influencée par une perspective particulière. Ce contexte peut être crucial pour comprendre ce qui est documenté, ce qui ne l'est pas et pourquoi. Considérez cette vidéo comme une information donnée par une source à un journaliste. Le journaliste cite sa source ou, s'il souhaite la garder anonyme, en explique les raisons et pourquoi il la considère comme crédible.
- 3) **Chaîne de conservation.** La chaîne de conservation se réfère à la succession chronologique des différentes personnes qui ont eu la vidéo en leur possession ou sous leur garde. Documenter la chaîne de conservation des vidéos de votre curation aidera les enquêteurs, les réalisateurs de films, les historiens ou toute autre personne pouvant être intéressée par ces images à remonter à la vidéo originale. Si la vidéo révèle son utilité dans une enquête pénale, il peut être crucial d'avoir une chaîne de conservation ininterrompue afin de confirmer que la vidéo est authentique.

PARTAGE

## Comment

Il existe plusieurs manières d'attribuer une vidéo au vidéaste et/ou au téléchargeur initial. Votre choix dépendra du type de support que vous utilisez, ce que vous savez sur la vidéo, et si vous avez l'intention de partager des extraits de la vidéo ou son intégralité, ou enfin si vous souhaitez simplement en commenter le contenu. Cela dépendra également des risques potentiels encourus par la source si son identité est révélée. Voici quelques options :

- Intégrez ou créez un lien vers la vidéo mise en ligne par la source d'origine. Gardez à l'esprit que le lien peut expirer, que la vidéo peut être retirée ou ses paramètres de confidentialité modifiés. (Voir la section « Curation et conservation » en page 178.)
- Mentionnez le nom du vidéaste ou de l'organisation et expliquez qui ils sont (par exemple, un groupe politique opposé au parti au pouvoir, un journaliste indépendant contribuant au journal local, un résident qui se trouvait sur le lieu de l'incident). Se contenter de décrire la source de la vidéo comme provenant d'« internet » ou de « YouTube » n'est ni éthique ni instructif.
- Si vous ne pouvez pas déterminer précisément d'où proviennent les informations ou si vous avez décidé pour des raisons de sécurité ou de confidentialité de protéger l'anonymat de votre source, expliquez à votre public comment la vidéo a été découverte, pourquoi vous pensez qu'elle est authentique, et quelles sont les questions qui restent éventuellement en suspens.



# UN MOT SUR LA LEGALITE

Les conseils précédents traitent uniquement des questions éthiques relatives à la curation de vidéos dans un but de documentation et non de leur légalité. Télécharger et partager une vidéo, ou créer une nouvelle vidéo à partir de la source originale, peut être soumis à une législation locale spécifique relative aux droits d'auteur, de diffamation, etc.

## EXEMPLES

### FAISANT REFERENCE A LA SOURCE DES VIDEOS

**Exemple 1 :** Dans le cadre d'une compilation réalisée à partir de vidéos sur des problèmes humanitaires à travers le monde, WITNESS a inclus dans sa description d'une vidéo sur [YouTube](#)<sup>21</sup> un lien vers [un document](#)<sup>22</sup> contenant la liste des URL de chacune des vidéos YouTube utilisées dans ce montage. Les spectateurs peuvent donc directement s'informer de l'origine d'une vidéo ou sur une séquence particulière du montage.

**Exemple 2 :** La chaîne YouTube [Syrian4all World](#)<sup>23</sup> inclut, dans ses vidéos amateurs sur la guerre en Syrie, des descriptions et des sous-titres en anglais. Dans la description de chaque vidéo disponible sur cette chaîne, les spectateurs peuvent trouver un lien vers la vidéo YouTube originale.

**Exemple 3 :** Le projet du New York Times "[Watching Syria's War](#)"<sup>24</sup> offre une curation de vidéos disponibles en ligne sur la guerre en Syrie. Le site intègre des vidéos YouTube provenant de différentes réseaux media de citoyens syriens et offre un contexte pour chaque vidéo via des sections telles que « Ce que nous savons », « Ce que nous ne savons pas » et « Autres vidéos ». Ainsi, dans le cas d'une vidéo décrite comme montrant des manifestants fuyant des tirs de combattants de l'Etat islamique, la section « Ce que nous ne savons pas » explique :

Nous ne connaissons pas les identités des personnes apparaissant dans cette vidéo, ni ne connaissons l'identité ou les convictions politiques du caméraman. Nous ne voyons pas les tireurs responsables des coups de feu que nous entendons dans cette vidéo et nous ne pouvons donc confirmer l'affirmation qu'il s'agit ici de membres de l'Etat islamique en Irak et au Levant.

- Extrait de "Watching Syria's War"

# NOTE DE TERRAIN

## CONFUSION DES SPECTATEURS EN RAISON DE DESCRIPTIONS DIVERGENTES D'UNE VIDEO ET DE SON ABSENCE D'ACCREDITATION

En juillet 2014, les Palestiniens et les Israéliens ont documenté les conflits armés à Gaza et partagé leurs vidéos en ligne. Mais de fausses vidéos ont également été diffusées. Il s'agissait d'images prétendument filmées durant les conflits armés de Gaza mais qui s'avéraient en fait illustrer des conflits armés complètement différents. Ces images avaient pour objectif d'inciter les deux parties au conflit à la haine et à la violence.

Une vidéo de témoin qui montrait l'interruption d'un mariage israélien par une roquette, a été diffusée par NBC<sup>25</sup> et plusieurs autres chaînes d'informations internationales. Elle a été décrite comme ayant eu lieu à Holon. La même vidéo a été mise en ligne sur la chaîne YouTube de l'Armée de défense d'Israël (ADF),<sup>26</sup> qui situait les événements à Ashdod, une ville israélienne se trouvant à une trentaine de kilomètres de Holon.

Ni les médias, ni l'ADF n'ont expliqué comment ces images avaient été découvertes, ni qui les avaient filmées. Certains médias ont attribué la vidéo à un certain « Arakelians Vartan » ce qui reste très nébuleux. Est-ce le nom de la personne qui a filmé la vidéo initiale ? Un invité au mariage ? L'alias utilisé par la première personne à avoir mis ces images en ligne ? Aucun des médias n'a inclus de lien vers la source originale, ni offert d'informations supplémentaires. Le fait que cette vidéo a été partagée par l'aile de l'armée israélienne en charge de la propagande durant un conflit armé, nous amène pourtant à nous interroger sur son authenticité et si sa création n'avait pas pour vocation de soutenir la campagne militaire de l'ADF. En raison du manque de transparence de l'ADF et des médias, il est impossible pour un spectateur de déterminer le véritable contexte dans lequel la vidéo a été filmée.



# III. RESPONSABILITE ENVERS LE PUBLIC

Cette section présente d'autres moyens d'offrir du contexte à votre public dans le cadre d'une curation de vidéos responsable et éthique. Ceci requiert de vous assurer que votre curation reflète la vérité, qu'elle n'offre pas une plateforme pour diffuser des propos haineux ou malveillants, et qu'elle respecte la capacité émotionnelle et psychologique du public.

## FAIRE UNE CURATION RESPONSABLE EN OFFRANT DU CONTEXTE

Faire une curation de vidéos de témoins consiste à inclure un contexte afin que le public puisse mieux comprendre ce qu'il est en train de voir. Ce contexte peut prendre la forme d'un montage de séquences vidéo relatives à une situation particulière, d'une chronologie, d'une carte interactive, ou de toute autre sélection non linéaire de vidéos. Il peut aussi s'agir également d'une description écrite de la scène qui a été filmée.

Les principes suivants sont essentiels :

### 1) Une curation ancrée dans la vérité

Le responsable de la curation doit veiller à ce que les choix de curation effectués (le placement d'informations et d'éléments média les uns à côté des autres) ne créent pas une déformation fondamentale de la réalité. Posez-vous les questions suivantes (ou veillez à ce que votre équipe se les pose) :

- La juxtaposition de ces séquences vidéo crée-t-elle une fausse équivalence ?
- Est-ce-qu'elle suggère un lien qui n'existait pas auparavant ?
- Est-ce-qu'elle élimine un contexte qui se trouvait dans la vidéo originale et qui est nécessaire à sa compréhension ?
- Fournit-elle au public suffisamment d'informations sur le pourquoi et le comment de la sélection de ces vidéos ?

### 2) Prudence lorsque vous partagez des vidéos faites par des groupes haineux

Comme nous l'avons vu ailleurs dans ce guide, certaines vidéos ont été créées pour diffuser des propos haineux, des fausses rumeurs, des stéréotypes ou pour semer la terreur. Examinez attentivement si les vidéos que vous souhaitez inclure dans votre curation ont été produites ou distribuées avec de tels objectifs. Si c'est le cas, prenez des mesures adéquates pour éviter de fournir une plateforme pour diffuser des propos haineux ou de fausses rumeurs. Veillez à ce que votre public soit informé des objectifs de la vidéo.

### 3) Un objectif transparent

Enfin, quel est l'objectif de votre curation de vidéos ? La curation peut avoir une grande variété de buts : le plaidoyer, le journalisme, la recherche de la justice, l'organisation de communauté, etc. Un grand nombre des décisions que vous prenez dans le cadre de votre curation vont dépendre de votre propre point de vue et de l'objectif de votre projet. Donnez à votre public un contexte et des explications quant aux choix que vous avez faits afin qu'il puisse mieux comprendre pourquoi certaines vidéos sont incluses et d'autres non.

# NOTE DE TERRAIN

## UN MONTAGE DE SEQUENCES VIDEO SANS CONTEXTE REDUIT LES IMAGES A UNE « TAPISSERIE DE VIOLENCE »

En septembre 2013, la chaîne d'information Al Arabiya<sup>27</sup> a couvert un massacre dans un camp d'exilés iraniens en Irak. Le reportage incluait une vidéo « postée sur internet » que la chaîne avait décrite comme montrant « des troupes présumées irakiennes lançant un assaut brutal sur un camp en Irak occupé par des dissidents iraniens, entraînant la mort d'une dizaine d'entre eux. ». Mais la vidéo était une compilation de différentes séquences, qui avaient clairement été filmées sur différentes caméras et potentiellement dans des contextes différents. Au moins l'une de ces séquences a été identifiée dans une autre vidéo<sup>28</sup> (ATTENTION : images graphiques qui peuvent choquer), relatant un massacre dans le même camp mais deux ans et demi auparavant.

L'utilisation de cette vidéo pose plusieurs problèmes. Tout d'abord, Al Arabiya n'a pas suffisamment vérifié que cette vidéo montrait l'événement dont il était question dans le reportage. Deuxièmement, en décrivant vaguement la source de la vidéo comme trouvée « sur internet » sans donner plus de détails sur la personne qui a posté la vidéo et sur quel site, le public n'est pas en mesure de déterminer l'auteur de la vidéo et ses motifs. Enfin, en diffusant une vidéo composée de plusieurs séquences différentes de violences brutales (dont au moins l'une provenait d'un contexte différent de celui du reportage), Al Arabiya a réduit la vidéo originale à une simple « tapisserie de violence », et a offert des images génériques d'un massacre, en déconnection avec la réalité et les détails spécifiques de la situation en question.

## UN EXEMPLE CONTRAIRE

La rubrique « Watching Syria's War »<sup>29</sup> de la version en ligne du New York Times offre une curation de vidéos du conflit syrien qui inclut des vidéos des différentes parties au conflit ainsi que des images explicites de violence et de mort. Collectivement, ces vidéos montrent une violence horrible mais elles sont présentées individuellement, avec, pour chacune d'entre elles, un contexte ainsi que la source de chaque vidéo figurant dans cette sélection. De plus, lorsque le site inclut des images particulièrement choquantes,<sup>30</sup> l'internaute doit cliquer sur un avertissement le prévenant du contenu sensible avant de pouvoir voir la vidéo.

# CONTENU CHOQUANT

De nombreuses vidéos de témoins qui documentent des situations liées aux droits de l'homme sont par nature explicites et choquantes, et peuvent être difficiles à regarder. Voir des victimes de mauvais traitements peut provoquer des sentiments d'horreur, de peur, de tristesse et de désespoir. Des visionnages répétés peuvent contribuer à une désensibilisation ou à un traumatisme indirect.

## QUAND ET COMMENT INCLURE DES IMAGES VIOLENTES GRAPHIQUES DANS VOTRE CURATION

Les sensibilités par rapport aux images varient d'une culture à l'autre et d'une époque à l'autre. Ainsi, un spectateur a beaucoup plus de chances de voir des images explicites de violence sur les chaînes d'informations arabes que sur les chaînes américaines. On peut donc en déduire que ces deux publics ont des attentes et des sensibilités différentes.

Faites-en sorte que votre curation de vidéos soit réalisée de manière à encourager votre public à s'impliquer dans les informations qu'elle documente. Cela peut vous amener à réaliser que partager une vidéo spécifique peut être néfaste. Pour parvenir à une décision quant à l'inclusion ou non d'une vidéo avec des images pouvant choquer, posez-vous les questions suivantes :

- Ces images explicites sont-elles gratuites, sans intérêt ?
- La vidéo utilise-t-elle l'horreur pour tenter de manipuler les émotions des spectateurs ?

Voir ci-dessous l'encadré intitulé « Paroles d'expert » pour vous aider à prendre une décision sur le partage ou non de certaines images choquantes.

La manière dont vous sélectionnez et contextualisez une vidéo peut faire la différence, dans la perception des spectateurs, entre de la violence gratuite ou une documentation instructive. N'incluez pas de vidéos explicites dans votre curation simplement dans le but de choquer mais bien pour informer le public. En incluant un contexte qui explique pourquoi cette vidéo est importante et en suggérant aux spectateurs comment réagir, la vidéo permet au public d'être mieux informé et engagé, plutôt que de laisser les spectateurs émotionnellement épuisés.

Si une vidéo montre des images explicites d'un meurtre, de cadavres ou de personnes gravement blessées, prenez des mesures pour prévenir les spectateurs du contenu choquant qu'ils sont sur le point de voir et offrez leur l'opportunité d'en savoir plus sur les traitements abusifs en question sans être exposés aux images elles-mêmes. Si la vidéo fait partie dans un article ou d'un blog en ligne, pensez à créer un lien hypertexte menant à la vidéo au lieu de l'intégrer dans le corps de votre article, et ce de manière à éviter que l'internaute ne voit la vidéo avant d'avoir vu l'avertissement.

**ATTENTION ,  
CERTAINES DE CES  
IMAGES  
PEUVENT CHOQUER**

## PAROLES D'EXPERT

### QUAND EST-IL ACCEPTABLE DE PARTAGER UNE VIDEO AU CONTENU VIOLENT OU EXPLICITE ?

Le 7 avril 2015, la page d'accueil du New York Times offrait, en page de garde, une vidéo filmée sur le téléphone portable d'un passant à North Charleston en Caroline du Sud, et montrant un officier de police blessant mortellement un homme qui tentait de s'enfuir. La vidéo avait été montée pour inclure un texte du New York Times qui présentait la vidéo, avertissait de la nature explicite de son contenu, et fournissait des sous-titres et des descriptions pour aider les lecteurs à comprendre la conversation figurant sur la vidéo.

Dans un article publié par le Poynter Institute,<sup>31</sup> Al Tompkins, un professeur en journalisme, s'est interrogé sur le bien-fondé de la décision du New York Times de partager une vidéo aussi choquante sur sa page d'accueil. « S'agit-il simplement d'un exemple de violence gratuite pour attirer les clics et pour que l'article soit partagé », se demandait-il, « ou y a-t-il de solides raisons journalistiques de laisser le public voir cette vidéo ? » Dans le cadre de son évaluation, Tompkins s'est posé les questions suivantes :

- Que savons-nous et qu'avons-nous besoin de savoir ?
- Pourquoi cette vidéo offre-t-elle un intérêt journalistique ? Existe-t-il de bonnes raisons de la rendre publique ?
- Quel est le ton juste et le niveau de couverture correct ?
- Quelles sont les alternatives disponibles si le choix est pris de ne pas montrer cette vidéo ?

Tompkins a conclu que le New York Times avait des raisons valables de publier la vidéo, et il l'explique :

“Les journalistes ont pour mission de dire la vérité. Celle-ci est parfois difficile à regarder mais le public doit pouvoir compter sur les journalistes pour tenir les officiers de police responsables lorsqu'ils commettent des erreurs, de même que lorsque la police tire sur un suspect en raison de craintes légitimes pour leur sécurité, les journalistes en feront état de manière toute aussi équitable et incisive.”

# LECTURES SUPPLEMENTAIRES & REFERENCES

## ARTICLES

Poynter - "Graphic New York Times Video Seems Justified" par Al Tompkins.

<http://www.poynter.org/how-tos/visuals/333613/graphic-new-york-times-video-seems-justified/>

WITNESS - "Abuse by Viral Video: Break the Cycle with Identity Protecting Tools" par Madeleine Bair.

<http://blog.witness.org/2013/08/abuse-by-viral-video-break-the-cycle-with-identity-protecting-tools/>

BBC - "Safety Issues with User-Generated Content" par Trushar Barot on how the BBC considers the authenticity and personal safety of contributors.

<http://www.bbc.co.uk/academy/journalism/article/art20131113144258981>

Storyful - "A Year-Long Mission to Tame the 'Wild West' of Viral Video" par Louise Tierney.

<http://blog.storyful.com/2014/08/06/a-year-long-mission-to-tame-the-wild-west-of-viral-video/#.VbUPAWRVikp>

iRevolutions - "Humanitarianism in the Network Age: Groundbreaking Study" par Patrick Meier.

<http://irevolution.net/2013/04/09/humanitarianism-network-age/>

WITNESS - "Malaysia: Cellphone Video Captures Police Excess" par Sameer Padania.

<http://hub.witness.org/en/node/7690>

Eyewitness Media Hub - "Protecting the Victim's Identity: Should We Do More to Protect the Identity of Victims Featured in Eyewitness Media?" par Sam Dubberley.

<https://medium.com/1st-draft/protecting-the-victim-s-identity-3b7df432ec09>

## TRAVAUX DE RECHERCHE

Centre Tow pour le journalisme numérique - "Global Study of User-Generated Content in TV and Online News Output" par Claire Wardle, Sam Dubberley, et Pete Brown.

<http://towcenter.org/tow-center-launches-amateur-footage-a-global-study-of-user-generated-content-in-tv-and-online-news-output/>

Victoria Law Foundation - "When I Tell My Story, I'm in Charge: Ethical and Effective Storytelling in Advocacy" par Rachel Ball.

[http://www.victorialawfoundation.org.au/sites/default/files/attachments/VLF%20-%20CLC%20final%20report%2012-13%20\\_Final\\_web.pdf](http://www.victorialawfoundation.org.au/sites/default/files/attachments/VLF%20-%20CLC%20final%20report%2012-13%20_Final_web.pdf)

The Royal Society of Medicine - "Witnessing Images of Extreme Violence: a Psychological Study of Journalists in the Newsroom" par Blaire Audet et Elizabeth Waknine.

<http://shr.sagepub.com/content/5/8/2054270414533323.full>



# LECTURES ET REFERENCES SUPPLEMENTAIRES

## REFERENCES

Electronic Frontier Foundation - “Autoprotection digitale contre la surveillance : Communiquer avec les autres.” <https://ssd EFF.org/fr/module/communiquer-avec-les-autres>

Comité international de la Croix-Rouge - “Standards professionnels pour les activités de protection menées par les organisations humanitaires et de défense des droits de l’homme lors de conflits armés et d’autres situations de violence.” <https://www ICRC.org/fre/assets/files/other/ICRC-001-0999.pdf>

WITNESS - *Video for Change: A Guide for Advocacy and Activism*.  
<http://library.witness.org/product/video-change-book-all-chapters/>

Online News Association - *Build Your Own Ethics Code*.  
<http://journalists.org/resources/build-your-own-ethics-code/>

Société des journalistes professionnels - “Code déontologique de la Société des journalistes professionnels”.  
<http://www.spj.org/ethicscode.asp>

WITNESS - Guide des militants sur l’archivage vidéo (en anglais).  
<http://archiving.witness.org/>

## REMERCIEMENTS

WITNESS tient à remercier les personnes suivantes qui, par leurs commentaires précieux et leurs analyses pertinentes, ont contribué à la rédaction de ce guide pratique: Fergus Bell, Claire Wardle, Danielle Wenner, Alex John London, Michele Aaron, Josh Stearns, Courtney Radsch, Christoph Koettl, Amila Sampath, Malachy Browne et Mark Little.

Nous remercions également les personnes et les organisations dont le soutien, la camaraderie et l’aide ont rendu cet entreprise possible: le groupe sur la déontologie CGU de l’Online News Association, Ellery Roberts Biddle, Kristin Antin, Emma Raynes, Susan Meiselas, Al Tompkins, Kim-Jenna Jurriaans, Guilhem Ravier, Sylvie Doppelt, Trushar Barot, Justine Mackinnon, Della Kilroy, Steve Grove et Olivia Ma.

# NOTES

- 1 *Guide des militants sur l'archivage vidéo (en anglais).* <http://archivingwitness.org/>
- 2 "2014 Celebrity Photo Hack." [http://en.wikipedia.org/wiki/2014\\_celebrity\\_photo\\_hack](http://en.wikipedia.org/wiki/2014_celebrity_photo_hack)
- 3 "Fiji Prisoner Beating: 'They treated my son like an animal.'" <http://tvnz.co.nz/world-news/fiji-media-publishes-interview-mother-beating-victim-5363991>
- 4 "Face Blurring: When Footage Requires Anonymity." <http://youtube-global.blogspot.com/2012/07/face-blurring-when-footage-requires.html>
- 5 "Abuse of Syrian Child on Video Sparks Outcry and Arrests." <http://blog.witness.org/2014/08/abuse-syrian-child-video-sparks-outcry-arrests/>
- 6 "Nigeria: Gruesome Footage Implicates Military in War Crimes." <https://www.youtube.com/watch?v=GA7SIbvEO64>
- 7 "Video of Mass Sexual Assault Taints Egypt Inauguration." [http://www.nytimes.com/2014/06/10/world/middleeast/video-of-mass-sexual-assault-taints-egypt-inauguration.html?\\_r=3](http://www.nytimes.com/2014/06/10/world/middleeast/video-of-mass-sexual-assault-taints-egypt-inauguration.html?_r=3)
- 8 "Malaysia: Cellphone Video Captures Police Excess." <http://hub.witness.org/en/node/7690>
- 9 "Abuse by Viral Video: Break the Cycle with Identity Protecting Tools." <http://blog.witness.org/2013/08/abuse-by-viral-video-break-the-cycle-with-identity-protecting-tools/>
- 10 "Amateur Videos are Putting Official Abuse in New Light." <http://www.washingtonpost.com/wp-dyn/content/article/2006/11/14/AR2006111401312.html>
- 11 "Malaysia: Cellphone Video Captures Police Excess." <http://hub.witness.org/en/node/7690>
- 12 "Russia: Gay Men Beaten on Camera." [https://www.youtube.com/watch?v=zMTbFSJ\\_Tr4](https://www.youtube.com/watch?v=zMTbFSJ_Tr4)
- 13 *Professional Standards for Protection Work:* <http://www.icrc.org/eng/resources/documents/publication/p0999.htm>
- 14 *Build Your Own Ethics Code.* <http://ethics.journalists.org/topics/user-generated-content/>
- 15 "Tow Center Launches Amateur Footage: A Global Study of User-Generated Content in TV and Online News Output." <http://towcenter.org/tow-center-launches-amateur-footage-a-global-study-of-user-generated-content-in-tv-and-online-news-output/>
- 16 "Responsibility Toward Uploaders." [http://towcenter.gitbooks.io/amateur-footage-a-global-study-of-user-generated-/content/responsibilities/responsibility\\_toward\\_uploaders.html](http://towcenter.gitbooks.io/amateur-footage-a-global-study-of-user-generated-/content/responsibilities/responsibility_toward_uploaders.html)
- 17 "Korea's Web Community Roiled by Shocking Video of Western Men Tormenting a Local Woman." <http://www.washingtonpost.com/blogs/worldviews/wp/2013/07/15/koreas-web-community-roiled-by-shocking-video-of-western-men-tormenting-a-local-woman/>
- 18 "Controversial Video of Western Men Harassing a Korean Woman Appears to Have Been Staged." <https://www.washingtonpost.com/news/worldviews/wp/2013/07/25/controversial-video-of-western-men-harassing-a-korean-woman-appears-to-have-been-staged/>
- 19 "Fiji's Military Government Barely Bats an Eyelid at Shocking Torture Video." <http://observers.france24.com/en/20130315-shocking-fiji-torture-video-military-government-barely-bats-eyelid>
- 20 "The Use of Eyewitness Media in Breaking News: What Has Changed Since Our Research Was Published." <https://medium.com/@emhub/the-use-of-eye-witness-media-in-breaking-news-3f3df0535f18>
- 21 "Human Rights Channel: 2013 Year in Review." [https://www.youtube.com/watch?v=Mil3zPB\\_S-4](https://www.youtube.com/watch?v=Mil3zPB_S-4)
- 22 "Human Rights Channel 2013 Year in Review." <https://docs.google.com/document/d/1BgjoIF7Pzh4P7FpaelmvRmU2x4zEF-mQIvS2z0TqMa4/edit?usp=sharing>
- 23 Syrian4all World. <https://www.youtube.com/user/Syrian4allWorld/videos>
- 24 "Watching Syria's War." <http://projects.nytimes.com/watching-syrias-war>
- 25 "Caught on Video: Rockets Disrupt Wedding in Holon, Israel." <http://www.nbcnews.com/news/world/caught-video-rockets-disrupt-wedding-holon-israel-n151436>
- 26 "Life in Israel: Gaza Rockets Interrupt Wedding in Ashdod." <https://www.youtube.com/watch?v=x7qUIUEH5RE>
- 27 "Video Shows Troops Attacking Iranian Exile Camp in Iraq." <http://english.alarabiya.net/en/News/middle-east/2013/09/03/Video-shows-troops-attacking-iranian-exile-camp-in-Iraq.html>
- 28 "Massacre in Camp Ashraf April 18 2011" [GRAPHIC] <https://www.youtube.com/watch?v=qm2V1V4NDgQ&feature=youtu.be&t=3m30s>
- 29 "Watching Syria's War." <http://projects.nytimes.com/watching-syrias-war>
- 30 "Rebels Celebrate Over Body of Downed Helicopter Pilot." <http://projects.nytimes.com/watching-syrias-war/pilot-helicopter-attack-rebels>
- 31 "Graphic New York Times Video Seems Justified." <http://www.poynter.org/how-tos/visuals/333613/graphic-new-york-times-video-seems-justified/>

**CETTE PAGE EST LAISSEE INTENTIONNELLEMENT  
VIERGE**

**IMPRIMEZ LE MINI GUIDE CI-DESSOUS ET  
EMPORTEZ-LE AVEC VOUS POUR UNE REFERENCE RAPIDE**

# PRATIQUES DE BASE 1 :

## SE PREPARER A FILMER

METTEZ EN ŒUVRE CES PRATIQUES DE BASE POUR AMELIORER LA VALEUR PROBANTE DE LA VIDEO.

**ETAPE 1 :** connaître vos droits avant d'appuyer sur « Enregistrer ».

**ETAPE 2 :** avant de filmer, protéger, chiffrer ou supprimer les informations ou contacts personnels sensibles de votre appareil au cas où il serait confisqué.

**ETAPE 3 :** effectuer une évaluation complète de la sécurité afin de vous protéger et protéger les personnes que vous filmez.

**ETAPE 4 :** déterminer les images que vous devriez filmer (voir verso).

**ETAPE 5 :** en savoir plus sur [bit.ly/WITNESSLibrary\\_vae](http://bit.ly/WITNESSLibrary_vae)



LA PREUVE PAR VIDEO : **MINI GUIDE** [FR.WITNESS.ORG](http://FR.WITNESS.ORG)

# DETERMINER QUOI FILMER

Pour tenir quelqu'un responsable d'un crime, les avocats doivent prouver :

**Quel** crime a été commis ?

**Qui** a commis le crime ?

**Comment** l'auteur a commis le crime?

Capturez des images et des détails qui fournissent des informations sur « quoi », « qui » et « comment ».

## Exemples d'images prouvant le « quoi »

- un décès par balle
- des personnes se faisant battre ou subissant des actes de torture
- des blessures résultant de violences
- des dommages causés à des biens civils ou culturels
- des enfants portant des armes ou participant à des activités militaires

## Exemples d'images prouvant le « qui » et « comment »

- formations de police lors d'une manifestation
- uniformes et numéros de badge
- plaques d'immatriculation des véhicules des agents
- équipements militaires et numéros de série discours

LA PREUVE PAR VIDEO : **MINI GUIDE** [FR.WITNESS.ORG](http://FR.WITNESS.ORG)

# PRATIQUES DE BASE 2 :

## FILMER POUR FOURNIR DES PREUVES

METTEZ EN ŒUVRE CES PRATIQUES DE BASE POUR AMELIORER LA VALEUR PROBANTE DE LA VIDEO QUE VOUS ENREGISTREZ.

**ETAPE 1 :** configurer correctement la date, l'heure et la localisation GPS sur votre appareil.

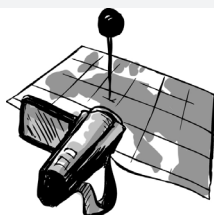
**ETAPE 2 :** utiliser le microphone de la caméra et/ou une documentation écrite pour prouver :

- la date, l'heure et l'endroit
- qui filme
- qui est filmé
- les autres personnes sur les lieux possédant des informations

QUAND?



OÙ?



QUI?



**ETAPE 3 :** filmer stratégiquement et logiquement :

- ✓ Filmer en continu
- ✓ Réaliser des prises de vue variées sur le lieu de l'incident
- ✓ Effectuez des prises de vue de 10 secondes minimum
- ✓ Déplacer la caméra lentement
- ✓ Si possible, utiliser un trépied, un monopode ou une surface plane pour stabiliser la caméra

**ETAPE 4 :** créer une documentation écrite qui résume les informations clés, y compris les informations de sécurité

LA PREUVE PAR VIDEO : **MINI GUIDE** FR.WITNESS.ORG

# FILMER POUR FOURNIR DES PREUVES :

## LISTE DES PLANS



POINT DE REPERE



PANORAMIQUE A 360°



PLAN LARGE



PLAN MOYEN



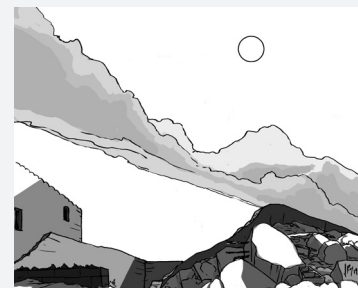
PLAN RAPPROCHE



APERÇU



HORIZON AVEC LE SOLEIL OU LA LUNE



LA PREUVE PAR VIDEO : **MINI GUIDE** FR.WITNESS.ORG

# PRATIQUES DE BASE 3 : SAUEGARDER VOTRE ENREGISTREMENT

## ETAPE 1 :

### Protégez vos contenus sur le terrain :



- Protéger vos cartes mémoire contre les dommages physiques et la confiscation.
- Echanger votre carte utilisée contre une carte vierge et cachez celle utilisée.
- Créer une sauvegarde immédiate sur un disque dur que vous garderez sur vous ou sur un serveur sécurisé.

## ETAPE 2 : Protégez vos contenus à votre domicile ou au bureau :

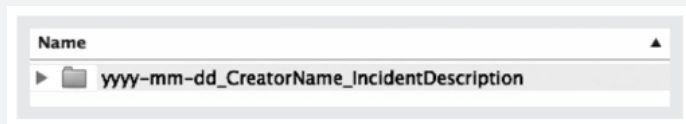


- Configurer la protection contre écriture de votre carte mémoire avant de transférer vos contenus.
- Sauvegarder le fichier original au moins une fois, deux fois si possible. Une fois copié, ne modifiez en aucune façon le fichier original et
- Conserver des copies de sauvegarde sur des appareils séparés et à un autre endroit que votre première copie.

## ETAPE 3 :

### Organisez vos vidéos lorsque vous n'êtes plus sur le terrain :

Ne pas modifier le format, le nom des fichiers ou la structure des répertoires mais placer-les dans des dossiers avec des noms standardisés.



## ETAPE 4 :

### Répertoriez vos vidéos

Utiliser une feuille de calcul ou une base de données pour garder une trace de l'endroit où vous stockez les images et les personnes avec qui vous les partagez.

Plus d'informations détaillées sur l'archivage des images sur [archiving.witness.org](http://archiving.witness.org).

LA PREUVE PAR VIDEO : **MINI GUIDE** [FR.WITNESS.ORG](http://FR.WITNESS.ORG)

# PRATIQUES DE BASE 4 : PARTAGER VOTRE VIDEO EN PRIVE

## ETAPE 1 :

### Recherche

Partager des images vidéo et des informations avec des organisations de défense des droits de l'homme, des enquêteurs, des membres des forces de l'ordre et des tribunaux donne lieu à des droits et des responsabilités. Ces droits et responsabilités varient, alors informez-vous avant de partager des vidéos. Choisissez un intermédiaire de confiance qui possède les compétences, les ressources et les infrastructures nécessaires pour garder votre vidéo en toute sécurité.

## ETAPE 2 :

### Décider comment partager le fichier original

Essayez de rencontrer un interlocuteur et de transférer les images en personne. Si vous devez transférer vos images en ligne, cherchez des options sécurisées pour transférer vos images en toute sécurité. Plus d'informations sur le transfert des images en toute sécurité à l'adresse [bit.ly/VaE\\_TechTools\\_Transferring](http://bit.ly/VaE_TechTools_Transferring).

## ETAPE 3 :

### Fournir des informations supplémentaires

Si possible, fournir un résumé imprimé ou électronique qui comprend :

- l'heure, la date et l'endroit précis où la vidéo a été prise ;
  - un bref résumé factuel du contenu de la vidéo ;
- les noms et les coordonnées de la personne ayant réalisé la vidéo, des personnes filmées et des autres personnes qui peuvent avoir des informations utiles sur l'incident ; et
  - les informations relatives à la sécurité.



LA PREUVE PAR VIDEO : **MINI GUIDE** [FR.WITNESS.ORG](http://FR.WITNESS.ORG)



# PRATIQUES DE BASE 5 :

## PARTAGER VOTRE VIDEO PUBLIQUEMENT

SI VOUS PENSEZ QU'IL EST SANS RISQUE ET STRATEGIQUE DE PARTAGER VOS VIDEOS EN LIGNE, METTEZ EN ŒUVRE CES PRATIQUES. CELA AMELIORERA LA VALEUR PROBANTE DE VOTRE VIDEO.

**ETAPE 1 :** **Intitulez** correctement votre vidéo. Inclure la date, l'endroit précis, la ville, le pays et des mots-clés descriptifs.

**ETAPE 2 :** **Ajoutez une description précise.** Répéter les informations contenues dans le titre et ajouter un résumé factuel du contenu de la vidéo (des faits uniquement, pas d'opinion). Si cela n'est pas trop risqué, inclure le nom et les coordonnées de l'auteur de la vidéo ou de l'organisation qui l'a publiée.

**ETAPE 3 :** Rendez votre vidéo facile à trouver en ligne en ajoutant des **mots-clés**. Répéter la date, l'heure, l'endroit précis, la ville et le pays puis ajouter des mots qui décrivent le contenu.

**ETAPE 4 :** **Conservez le fichier original.** Les sites comme YouTube optimisent les fichiers vidéo pour leur diffusion sur Internet. Cela signifie que la vidéo est souvent compressée et dépouillée d'informations clés. Il est donc très important de conserver l'original.

## POINTS CLES

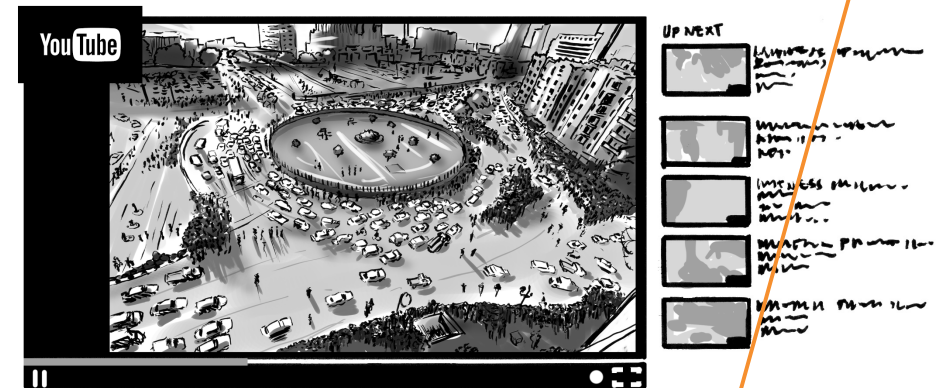
Si l'enregistrement contient des images choquantes, le spécifier dans le titre et la description pour que le public soit averti et que les plateformes en ligne sachent qu'il ne faut pas le retirer.

Ne pas ajouter de fausses dates, de faux lieux ou de faux mots-clés et ce peu en importe la raison.

LA PREUVE PAR VIDEO : **MINI GUIDE** FR.WITNESS.ORG

# VOICI UN EXEMPLE

Titre



ATTENTION, CES IMAGES PEUVENT CHOQUER.

Confrontations mortelles entre des protestants et des autorités gouvernementales  
Caire, Egypte, le 11 janvier 2011



85,003

+ Add to < Share ... More

16 80 9

Uploaded on Jan 25, 2011

Confrontations violentes entre les autorités et les protestants rassemblés sur la place Tahrir afin de protester contre le régime du Président Hosni Mubarak.  
Enregistré le mardi 25 janvier 2011. Début de l'enregistrement à 9:15.

SHOW MORE

## Description et mots-clés

Plus d'informations sur le téléchargement et le partage en ligne de vidéos à l'adresse [Fr.witness.org](http://Fr.witness.org).

LA PREUVE PAR VIDEO : **MINI GUIDE** FR.WITNESS.ORG



# PLANIFICATION DE COLLECTE

## DE PREUVES PAR VIDEO

### DEFINITION

Un plan de collecte permet aux enquêteurs et aux avocats de communiquer leurs besoins aux militants de première ligne afin que les séquences vidéo que les militants recueillent puissent venir en soutien de leur affaire juridique. C'est une pratique avancée pour les militants des droits de l'homme qui cherchent à capturer volontairement des séquences vidéo afin de les utiliser comme éléments de preuve potentiels pour une justice à long terme.

Un plan de collecte se compose de trois listes :

- 1ère LISTE : Les « Éléments d'un crime » que vous cherchez à prouver ;
- 2ème LISTE : Les preuves que vous avez déjà recueillies pour prouver cet élément ;
- 3ème LISTE : Les preuves que vous avez encore besoin de recueillir.

### DEVELOPPER UN PLAN

**1ère ETAPE : SE DEMANDER POURQUOI ?** Déterminez pourquoi recueillir ces séquences en valent le temps, les efforts et les risques qui y sont consentis.

**2ème ETAPE : INCLURE LES INFORMATIONS DE BASE.** Notez les détails essentiels de la situation ou des violations que vous cherchez à documenter, comme un résumé de l'incident, les noms, les dates, les emplacements, etc. Téléchargez un formulaire de plan de collecte sur [bit.ly/WITNESSLibrary\\_VaE](http://bit.ly/WITNESSLibrary_VaE).

**3ème ETAPE : REPERER LES ELEMENTS DU CRIME.** Énumérez les éléments d'un crime que vous devez prouver en recherchant les éléments en ligne, dans une bibliothèque ou en faisant une estimation éclairée.

**4ème ETAPE : DETERMINER CE QUE VOUS AVEZ ET CE DONT VOUS AVEZ BESOIN.**

Notez deux listes, « Achevé » et « À faire », pour toutes preuves que vous :

- Avez déjà recueillies pour prouver chaque élément individuel du crime ;
- Devez encore recueillir pour prouver chaque élément individuel du crime ;
- Soulignez les images vidéo dont vous avez besoin.

**5ème ETAPE : EXAMINER LE PLAN.** Si possible, revoyez le plan avec les personnes participant au tournage et avec celles à qui vont traiter les séquences. Ensuite, sortez filmer !

En savoir plus sur les « Éléments d'un crime » et la planification de collecte: [bit.ly/WITNESSLibrary\\_VaE](http://bit.ly/WITNESSLibrary_VaE)



# EXEMPLE DE PLAN DE COLLECTE

## LISTE DE VIDEOS « A FAIRE »

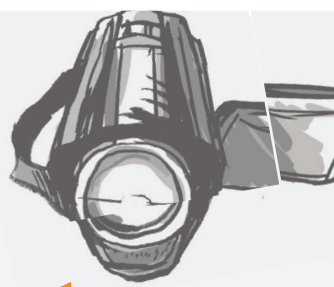
### CRIME : Utilisation excessive de la force policière

*\*Les éléments sont basés sur la loi brésilienne - deux des huit éléments de ce crime sont énumérés ici.*

<input type="checkbox"/> L'« Éléments du crime » que nous devons prouver	À FAIRE : Liste des images à capturer pour aider à prouver cet élément du crime, si cela peut se faire sans danger.
<input type="checkbox"/> Le suspect a agi dans le cadre de son emploi en tant qu'employé d'un service civil ou militaire.	<input type="checkbox"/> Plan moyen du suspect en uniforme. <input type="checkbox"/> Gros plan du numéro de badge du suspect, de la plaque signalétique, du visage et de tout ce qui indique le rang. <input type="checkbox"/> Plan large du véhicule que le suspect conduisait. <input type="checkbox"/> Gros plan de la plaque d'immatriculation et des marques d'identification du véhicule que le suspect conduisait/dans laquelle il était. <input type="checkbox"/> Vidéos ou photos en gros plan de tous les documents montrant que le suspect était de service ce jour-là, par ex. carte de pointage, rapports datés et signés, etc. <input type="checkbox"/> Une série de prises plaçant le suspect sur la scène du crime. <input type="checkbox"/> Une série de prises du suspect donnant des ordres sur le terrain.
<input type="checkbox"/> Le suspect avait l'intention de porter atteinte à la sécurité physique de la victime.	<input type="checkbox"/> Séquences en continu de la force utilisée par le suspect contre la victime. <input type="checkbox"/> Images qui permettent l'identification de l'arme utilisée. <input type="checkbox"/> Images montrant la gravité des blessures pour illustrer la disproportionnalité. <input type="checkbox"/> Toute image montrant la violation des protocoles prescrits. Par exemple : <input type="checkbox"/> Images montrant l'utilisation de balles réelles contre celle de balles en caoutchouc, <input type="checkbox"/> Gros plans des douilles de balles, y compris la marque de culot sur le boîtier puisque le poinçon en est la partie la plus importante, <input type="checkbox"/> Plans larges et moyens montrant le nombre de coups tirés, <input type="checkbox"/> Si les protocoles officiels exigent que des agents visent et tirent en dessous de la taille, faites des prises qui montrent la hauteur du coup de feu tiré par rapport au sol. <input type="checkbox"/> Toute audio du suspect donnant des ordres ou faisant une déclaration qui démontrerait l'intention de violer les protocoles prescrits.

LA PREUVE PAR VIDEO : **MINI GUIDE** [FR.WITNESS.ORG](http://FR.WITNESS.ORG)

# 10 ETAPES



## pour filmer des scènes sécurisées

### ETAPE 1

S'assurer que la scène est sécurisée pour entreprendre le tournage

### ETAPE 2

Faire un plan de tournage

### ETAPE 3

Ajouter des informations préliminaires

### ETAPE 4

Filmer une vue d'ensemble et l'horizon

### ETAPE 5

Filmer dans une lente rotation de 360 degrés dans un intervalle de 15 secondes à partir de votre point de départ

### ETAPE 6

Filmer des plans larges de 10 secondes des quatre coins ou côté de la scène de crime

### ETAPE 7

Filmer des plans moyens de 10 secondes des quatres coins ou côté de la scène de crime

### ETAPE 8

Filmer des gros plans de 10 secondes montrant les preuves importantes

### ETAPE 9

Faire un rapport d'analyse vidéo

### ETAPE 10

Ajouter à la vidéo des cartes, images fixes, dessins etc....

Adapter si nécessaire

## FILMER DES SCENES SECURISEES LISTE DES PRISES

### ETAPE 4



horizon avec  
le soleil et la lune

### ETAPE 5



360°

### ETAPE 6



large

### ETAPE 7

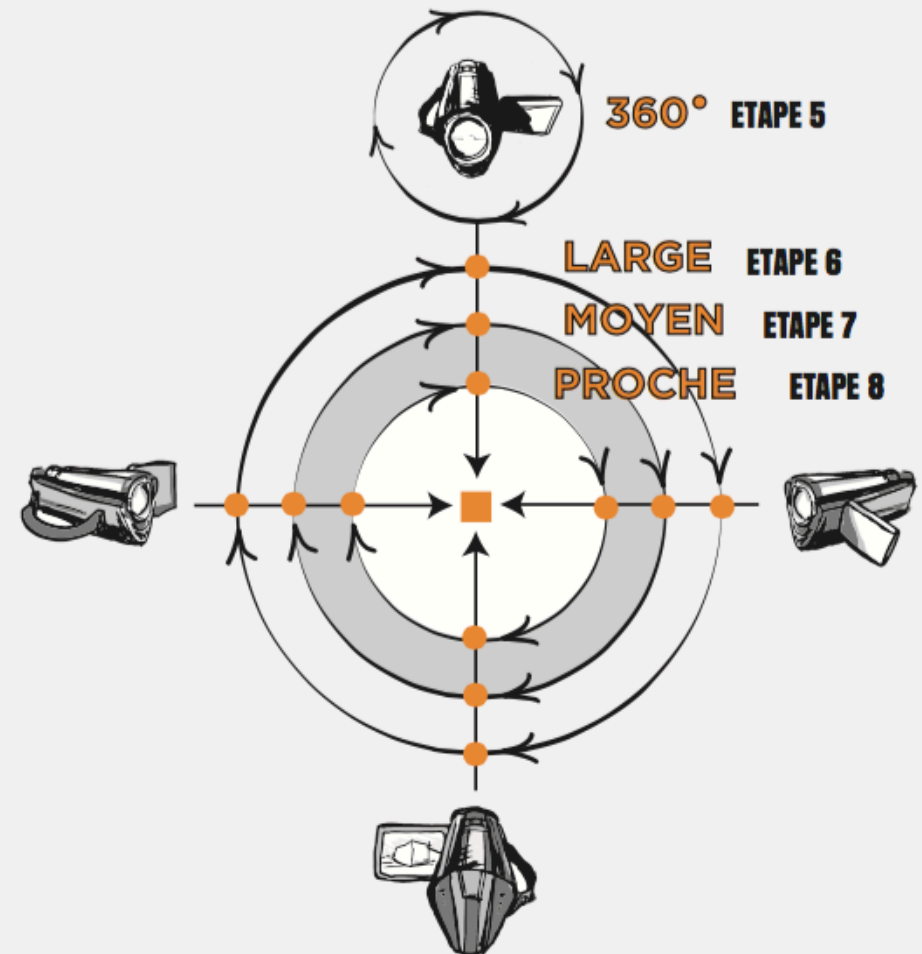


moyen

### ETAPE 8



plan rapproché

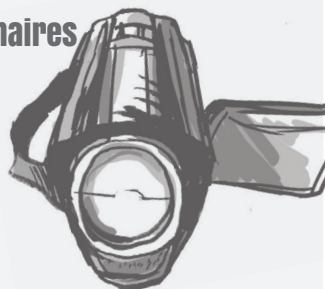


# INCLURE DES INFORMATIONS

**Si vous avez déterminé qu'il n'y avait pas de risque à inclure ces informations essentielles, alors utilisez le micro de la caméra ou une feuille de papier pour inclure les détails suivants :**

## ETAPE 1 QUI, OU ET QUAND : Informations préliminaires

Commencez par enregistrer votre nom, vos coordonnées, la date, l'heure, le lieu. Ensuite, mentionnez les coordonnées des personnes susceptibles d'avoir des informations concernant l'incident.



## ETAPE 2 COMMENT : Orientez vos spectateurs en décrivant comment vous allez filmer

Pendant que vous filmez, expliquez clairement comment vous êtes en train de filmer la scène : du nord au sud, scène vue d'en haut, etc.

## ETAPE 3 (facultatif) QUOI : Décrivez factuellement ce que la vidéo documente

Si vous pensez que c'est approprié, incluez une description concise et factuelle de ce que le spectateur va découvrir dans la vidéo.

## ETAPE 4 conclure le tournage

Finissez en énonçant à voix haute l'heure à laquelle vous avez terminé le tournage.

**Adaptez aux besoins de votre situation.**

**Incluez uniquement des informations factuelles.**

**N'incluez pas d'opinions infondées.**

**S'il est nécessaire que vous filmiez de manière anonyme, veuillez consulter**

**« Techniques for Filming Anonymously »**

# VOICI UN EXEMPLE :

Je m'appelle Morgan Wells. Je travaille pour l'organisation WITNESS et vous pouvez me contacter par e-mail à l'adresse suivante : morgan@xxxxx.com ou par téléphone au : +1 111.222.3333. Cette vidéo a été filmée le 25 janvier 2015 à 10h08, au 800 Wall Street à New York aux Etats-Unis.

Les autres personnes se trouvant sur place ici et qui peuvent avoir des informations pertinentes concernant ce qui semble être une arrestation à l'angle de Wall Street et de Pearl Street à New York sont :

- John Smith, 800 Wall Street, 5ème étage, New York, Etats-Unis, john@xxxxx.com , +1 111.222.3333; et
- Jane Williams, 800 Wall Street, 5ème étage, New York, Etats-Unis, jane@xxxxx.com , +1 111.222.3333

Cette vidéo est filmée depuis une fenêtre du 5ème étage située à l'angle sud-est du bâtiment. Cette fenêtre surplombe la scène se déroulant dans la rue à l'angle de Wall Street et de Pearl Street. C'est le seul endroit me permettant de filmer ce qui se passe.

**FACULTATIF :** Les images filmées ici documentent un usage présumé excessif de la force par la police new-yorkaise contre un Afro-Américain qui semble âgé d'une petite vingtaine d'années. Il n'y avait aucune manifestation à ce moment-là et je ne sais pas ce qui a causé cet incident.

J'ai fini de filmer cet incident à 10h30.



# ETABLIR LA RESPONSABILITE

## DEFINITIONS CLES

**Les preuves relatives au crime** sont des informations pertinentes et fiables sur ce qui s'est passé, le « quoi ». Autrement dit, « quel » crime a été commis.

**Les preuves de liens** sont des informations pertinentes et fiables aidant à établir la responsabilité du crime. Autrement dit, elles aident à prouver « qui » a commis le crime et « comment » ils l'ont commis (ex. commission individuelle, entente, complicité, responsabilité du supérieur hiérarchique).

**Les preuves de connaissance** sont des informations pertinentes et fiables montrant qu'un commandant militaire ou un dirigeant civil ont reçu des informations telles qu'ils savaient (ou auraient dû savoir) que les personnes placées sous leur autorité commettaient des crimes.

**Un commandant à distance** est le plus souvent un commandant militaire, paramilitaire ou civil de haut rang n'allant pas sur le terrain mais dirigeant ses subordonnés depuis un lieu se trouvant à une distance sûre des combats.

Les témoins citoyens et les militants des droits de l'homme sont particulièrement bien placés pour recueillir des preuves relatives au crime ainsi que des preuves de liens et de connaissance.

# ETABLIR LA RESPONSABILITE

## COMMENT LA VIDEO PEUT-ELLE MONTRER LA COMMISSION D'UN CRIME ?

### Exemples de vidéos pouvant servir comme...

#### PREUVES RELATIVES AU CRIME

- Torture en cours
- Passage à tabac de personnes désarmées par la police nationale
- Exécution de personnes désarmées par les militaires
- Blessures subies après un recours excessif à la force
- Blessures montrant une mutilation permanente après une attaque telle qu'une attaque à l'acide
- Charniers
- Dégâts à des propriétés civiles comme des écoles et des hôpitaux
- Dégâts à des biens culturels
- Enfants portant des armes ou participant à des activités militaires
- Panneaux d'affichage avec des discours de haine
- Zone d'impact d'une attaque présumée aux armes chimiques
- Conditions de travail dangereuses pour la santé
- Enfants travaillant en usine
- Conditions inadéquates de détention
- Pillage d'aide humanitaire en cours ou ses conséquences
- Dégradation de l'environnement comme une source d'eau visuellement contaminée
- Etc.

# ETABLIR LA RESPONSABILITE

## COMMENT LA VIDEO PEUT-ELLE ETABLIR LE LIEN ENTRE LE CRIME ET SON AUTEUR ?

### Exemples de vidéos pouvant servir comme...

#### PREUVE DE LIEN

- Bataillons de police à une manifestation
- Uniformes et numéros de badge
- Passeports ou autre documents officiels d'identification
- Plaques d'immatriculation de véhicules officiels
- Equipement militaire, comme par exemple armes légères, armes lourdes, équipements de protection, têtes de missiles, chars d'assaut, avions, etc.
- Numéros de série sur des équipements militaires
- Discours par des dirigeants et ceux placés sous leur autorité
- Postes de contrôle
- Mouvements de troupes
- Bâtiments servant de bases pour les opérations des auteurs de crimes
- Equipements de communication, comme des antennes paraboliques, radios, etc.
- Vidéo de documents que vous ne pouvez pas prendre avec vous en raison de risques pour votre sécurité et dont vous filmez ou photographiez le contenu à la place
- Entretiens vidéo avec des auteurs de crimes, des prisonniers ou des soldats ayant fait défection
- Etc.

LA PREUVE PAR VIDEO : **MINI GUIDE** [FR.WITNESS.ORG](http://FR.WITNESS.ORG)

# ETABLIR LA RESPONSABILITE

## COMMENT LA VIDEO PEUT-ELLE ETABLIR QUE L'AUTEUR AVAIT CONNAISSANCE DU CRIME ?

### Exemples de vidéos pouvant servir comme...

#### PREUVE DE CONNAISSANCE

- Diffusion des crimes ou de leur suite à la télévision
- Discours publics par des responsables de l'ONU ou du gouvernement présentant des vidéos sur les crimes et appelant à la cessation de ces crimes
- Discours publics par des responsables à distance reconnaissant les crimes commis sur le terrain
- Responsables des crimes sur le terrain avec leurs troupes
- Responsables des crimes utilisant des technologies de communication
- Entretiens avec des responsables de crimes reconnaissant avoir commis des crimes
- Entretiens avec des prisonniers et des soldats ayant fait défection reconnaissant avoir communiqué avec des commandants et des dirigeants à distance
- Reportages vidéo produits et distribués par des ONG et documentant les crimes
- Etc.

LA PREUVE PAR VIDEO : **MINI GUIDE** [FR.WITNESS.ORG](http://FR.WITNESS.ORG)

# ENTRETIENS PRELIMINAIRES VS. ENTRETIENS EXHAUSTIFS

## Un entretien préliminaire sur le terrain est généralement ...

- recueilli par un documentariste en première ligne ;
- mené sur le terrain, pendant ou peu après un incident ;
- filmé à l'improviste ;
- d'une durée plutôt courte ;
- destiné à réunir des informations de base ; et
- censé aider à identifier s'il existe des témoins ou des preuves physiques supplémentaires dont le témoin a connaissance.

## Un entretien exhaustif sur le terrain est généralement ...

- recueilli par un défenseur des droits de l'homme ayant reçu une formation ou un enquêteur ;
- mené dans un lieu où le témoin se sent en sécurité et à l'aise ;
- séparé dans le temps et l'espace de l'incident ;
- filmé après avoir été planifié ;
- d'une durée plutôt longue ;
- destiné à réunir des informations complètes sur tout ce dont la personne se rappelle ; et
- censé découvrir s'il existe des témoins ou des preuves physiques supplémentaires dont le témoin a connaissance.

# FILMER UN ENTRETIEN PRELIMINAIRE OU UN ENTRETIEN EXHAUSTIF

## ENTRETIEN PRELIMINAIRE SUR LE TERRAIN



## ENTRETIEN EXHAUSTIF





# FILMER UN ENTRETIEN PRELIMINAIRE

## CHECK-LIST : FILMER OU NE PAS FILMER

La décision de filmer un entretien ou de ne pas le filmer peut être une décision difficile. Idéalement, avant d'appuyer sur la touche enregistrer, vous devriez répondre « oui » à chacune des questions ci-dessous :

OUI	NON	
		Y a-t-il des raisons de filmer cet entretien en plus de raisons liées aux preuves ?
		Sur le plan logistique, est-il plus facile de filmer le témoignage plutôt que de le recueillir par écrit ?
		Est-il sans risque d'enregistrer l'identité de la personne (nom, visage et voix) ?
		Est-il probable que la personne fournisse des informations pertinentes ?
		Est-ce probablement la seule chance pour quelqu'un de parler à cette personne ?
		Cette personne vous semble-t-elle être un témoin crédible et fiable ?
		L'enregistrement vidéo de cet entretien est-il susceptible de redonner un sentiment de contrôle à la personne offrant son témoignage (plutôt que de la re-victimiser) ?
		Est-ce qu'un témoignage contraire pourrait le décrédibiliser ?
		Est-il possible d'obtenir un consentement éclairé ? (Voir les détails ci-dessous)
		Ai-je les moyens de conserver cette vidéo en toute sécurité ?

# CHECK-LIST : QUESTIONS CLES

## POUR UN ENTRETIEN PRELIMINAIRE

Voici une check-list de questions clés à poser durant un entretien préliminaire sur le terrain:

	Avez-vous des inquiétudes pour votre sécurité et si oui, quelles sont-elles ? Y a-t-il des mesures que vous souhaiteriez nous voir prendre pendant ou après que nous vous filmions afin de minimiser les risques pour vous et/ou votre communauté ?
	Comment vous appelez-vous ? Pourriez-vous épeler votre nom ?
	Pourriez-vous me dire l'heure, la date et le lieu de cet entretien ?
	Veuillez nous dire l'heure, la date et le lieu de l'événement dont nous allons parler.
	Pouvez-vous nous décrire ce qui s'est passé ? Comment le savez-vous ? D'après vous, comment cet événement s'est-il déroulé ? Pourquoi ?
	Pouvez-vous me dire à qui cet événement est arrivé ? Comment le savez-vous ?
	Si vous avez un avis sur la ou les raisons pour lesquelles cet événement s'est produit, pourriez-vous nous en faire part ? Sur quoi votre avis est-il basé ?
	Si cela ne pose aucun risque, pourriez-vous partager avec nous les noms et les coordonnées de toute autre personne qui se trouvait sur les lieux ou qui aurait des informations sur ce qui s'est passé ?
	Avez-vous connaissance d'autres témoins avec qui nous devrions parler ou d'autres preuves physiques que nous devrions filmer (par exemple, des dégâts matériels, des blessures, des zones d'impact, des impacts de balle ou des dégradations environnementales) ?
	Êtes-vous d'accord pour que nous (ou quelqu'un d'autre) vous recontactons pour faire un suivi ou pour effectuer un entretien plus complet ? Si oui, comment pouvons-nous vous contacter ? Pouvez-vous nous donner votre adresse, votre numéro de téléphone, votre adresse e-mail et toute autre coordonnée essentielle ?



# CONDUIRE DES ENTRETIENS PRÉLIMINAIRES AVANT DE FILMER

- ETAPE 1** Préparez votre équipement
- ETAPE 2** Identifiez et minimisez les risques de sécurité
- ETAPE 3** Sachez ce que vous avez besoin de recueillir et pourquoi
- ETAPE 4** Préparer votre matériel de support à l'avance
- ETAPE 5** Choisissez vos témoins
- ETAPE 6** Choisissez pour l'entretien un lieu sûr, privé et instructif
- ETAPE 7** Choisissez un intervieweur
- ETAPE 8** Mettez la personne interviewée à l'aise



# CHECK-LIST: OBTENIR LE CONSENTEMENT ECLAIRE : AVANT DE FILMER

Commencez par une conversation hors champ pour vous assurer que la personne que vous interviewez comprend :

	<i>qui sont le vidéaste et son équipe et quels sont leurs rôles ;</i>
	<i>le but de l'entretien ;</i>
	<i>pourquoi il va lui être constamment demandé de justifier ses réponses ;</i>
	<i>les implications liées à son témoignage ;</i>
	<i>qui pourra potentiellement voir la vidéo ;</i>
	<i>comment la vidéo va être utilisée et partagée ;</i>
	<i>qu'elle sera peut-être appelée à fournir un entretien plus détaillé ou dans certains cas, à faire une déposition devant un tribunal ;</i>
	<i>que sa participation est volontaire ;</i>
	<i>qu'aucune contrepartie ne lui sera fournie ;</i>
	<i>qu'elle peut retirer son autorisation à tout moment durant l'entretien et que la vidéo peut être supprimée sur-le-champ ; si elle révoque sa permission après que l'entretien est terminé, il pourra être difficile de supprimer son témoignage en raison de facteurs logistiques et juridiques.</i>

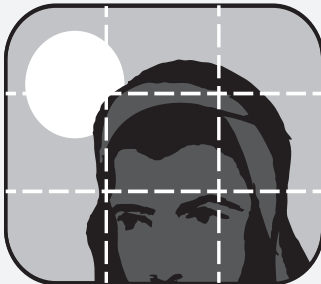
# CONDUIRE DES ENTRETIENS PRÉLIMINAIRES : PENDANT LE TOURNAGE

- ETAPE 1** Filmez le consentement éclairé
- ETAPE 2** Pensez à la composition, à l'éclairage et au son
- ETAPE 3** Incluez une narration objective dans la vidéo
- ETAPE 4** Posez les questions de l'entretien
- ETAPE 5** Continuez à enregistrer
- ETAPE 6** Interviewez une personne à la fois
- ETAPE 7** Faites preuve d'écoute et modifiez votre plan si besoin
- ETAPE 8** Filmez les informations supplémentaires
- ETAPE 9** Concluez l'entretien

BONNE COMPOSITION



MAUVAISE COMPOSITION



# CHECK-LIST : OBTENIR LE CONSENTEMENT ECLAIRE : PENDANT LE TOURNAGE

*EN VIDEO : Avant de commencer à interroger le témoin sur l'incident, posez les questions suivantes :*

	<i>S'il n'y a pas de risque pour votre sécurité, veuillez nous dire votre nom ainsi que la date et le lieu de cet entretien</i>
	<i>Pouvez-vous nous expliquer ce que nous faisons ici, dans vos propres mots.</i>
	<i>Pouvez-vous me dire qui sera susceptible de voir la vidéo et comment elle sera partagée ?</i>
	<i>Pouvons-nous montrer votre visage et utiliser votre vrai nom et votre voix réelle dans cette vidéo ?</i>
	<i>Y a-t-il d'autres restrictions à l'utilisation et au partage de cet entretien dont nous devrions être conscients ?</i>
	<i>Êtes-vous conscient que votre participation est volontaire et que vous pouvez refuser de répondre à n'importe quelle question et interrompre ce tournage à tout moment pour nous poser des questions, faire une pause ou y mettre fin ?</i>
	<i>Avez-vous été informé du fait qu'aucune contrepartie ne vous sera fournie en échange de votre témoignage et que nous ne pouvons pas vous offrir de suivi ?</i>
	<i>Avez-vous été informé de ce qu'il vous sera peut-être demandé de faire un entretien supplémentaire plus détaillé ?</i>
	<i>Avez-vous été informé de ce que vous serez peut-être appelé à témoigner devant un tribunal ? (En tant que documentariste en première ligne, il ne vous sera pas possible de dire avec certitude si une personne sera appelée à témoigner devant un tribunal. Mais si vous pensez que cela pourrait arriver, soyez honnête avec la personne interviewée.)</i>
	<i>Consentez-vous à ce que votre entretien soit utilisé de la manière dont nous en avons discuté ?</i>

# CONDUIRE DES ENTRETIENS PRÉLIMINAIRES APRÈS LE TOURNAGE

**ETAPE 1** Réévaluez les questions de sécurité

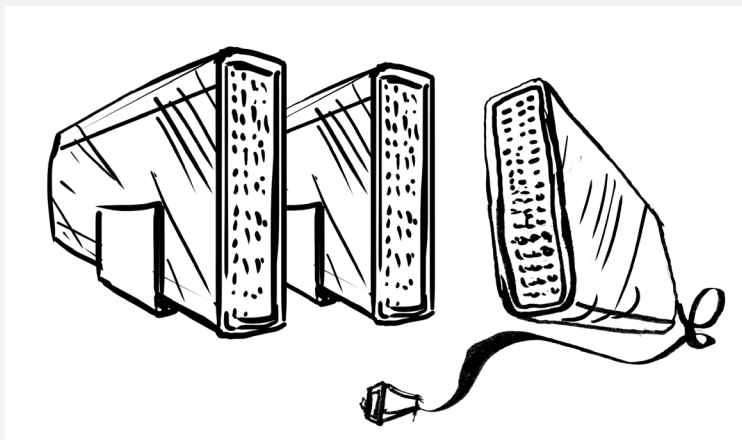
**ETAPE 2** Planifiez les étapes suivantes

**ETAPE 3** Assurez une assistance de suivi si possible

**ETAPE 4** Faites un résumé de l'entretien

**ETAPE 5** Archivez et protégez l'entretien

**ETAPE 6** Tirez les leçons de cette expérience



Plus d'informations sur la préservation de votre vidéo sur:  
[archive.witness.org](http://archive.witness.org)

LA PREUVE PAR VIDEO : **MINI GUIDE** FR.WITNESS.ORG

# CHECK-LIST : OBTENIR LE CONSENTEMENT ECLAIRE : APRÈS LE TOURNAGE

*VERS LA FIN DE L'ENTRETIEN : Avec la caméra toujours allumée, posez les questions suivantes :*

	<i>Souhaitez-vous faire des corrections ou ajouter des informations supplémentaires ?</i>
	<i>Y a-t-il eu des menaces, des promesses ou des incitations qui ont influencé vos réponses ?</i>
	<i>Dans votre témoignage, avez-vous dit la vérité au mieux de votre connaissance et de votre mémoire ?</i>
	<i>Avez-vous de nouvelles préoccupations de sécurité au vu de ce que vous nous avez confié ?</i>
	<i>Quelle est le meilleur moyen de vous joindre si besoin est ?</i>

*APRÈS L'ENTRETIEN : Avec la caméra éteinte, réfléchissez aux points suivants :*

	<i>Documentez correctement et conservez la vidéo dans un endroit sûr.</i>
	<i>Décidez si vous allez partager la vidéo et si oui, avec qui, quand et comment ?</i>
	<i>Si besoin est et si cela est possible, donnez les coordonnées d'un avocat ou d'un service de soutien aux victimes.</i>

LA PREUVE PAR VIDEO : **MINI GUIDE** FR.WITNESS.ORG

# CHECK-LIST : PRINCIPES ETHIQUES

## QUESTIONS CLES A POSER AVANT DE PARTAGER DES TEMOIGNAGES VIDEOS

- ☐ **Qui est identifiable dans la vidéo et comment sont-ils dépeints ?**  
Ces personnes sont-elles conscientes d'être filmées ? Leur apparition dans ces vidéos, si elles sont vues par un large public, pourrait-elle les affecter ou porter préjudice à leur communauté ?
- ☐ **Quelle était l'intention du vidéaste ?**  
Est-ce filmé pour documenter un abus ? Était-ce filmé pour promouvoir la haine ou la peur, ou pour embellir une certaine forme de violence ?
- ☐ **A quelle audience est-ce destiné ?**  
Était-ce destiné à être largement vu ou filmé pour un public spécifique et limité ?
- ☐ **La vidéo contient-elle des images choquantes ou graphiques ?**  
La vidéo au contenu violent ou graphique est-elle gratuite ou est-elle essentielle pour documenter un événement particulier ? Comment pouvez-vous informer votre public avant sa diffusion ?
- ☐ **Etes-vous certain que la vidéo est authentique ?**  
Est-il possible que la vidéo ait été manipulée ou mal interprétée afin de tromper les téléspectateurs ?
- ☐ **Quel est l'objectif et le public visé pour partager la vidéo ?**  
Les avantages potentiels du partage de la vidéo l'emportent-ils sur les risques potentiels ?

# ELABORER DES NORMES

## CREEZ DES LIGNES DIRECTRICES AU SEIN DE VOTRE ORGANISATION AFIN DE DETERMINER COMMENT PARTAGER LE CONTENU DES VIDEOS DE VOS TEMOINS

Voici quelques-unes des considérations auxquelles elles doivent répondre :

- ☐ **Dans quelles situations partageriez-vous le contenu de vidéos sans le consentement des personnes filmées ?**
- ☐ **Quand protégerez-vous la confidentialité et l'anonymat de ceux qui ont été filmés ?**  
Allez-vous flouter les visages des victimes ? des enfants ? des militants ? des auteurs d'abus ?
- ☐ **Comment allez-vous partager vos vidéos en public ?**  
Lien vers la vidéo originale ? Intégrez-vous la vidéo dans votre contenu ? Créer une nouvelle version sur votre propre chaîne ?
- ☐ **Comment indiquerez-vous à votre public la source et le contexte de la séquence ?**
- ☐ **Si vous n'avez pas pu vérifier avec certitude le contenu de la vidéo, comment décidez-vous de l'utiliser et comment communiquer à votre audience vos doutes à son sujet ?**
- ☐ **Lorsque la vidéo contient un contenu violent et graphique, allez-vous le partager ou insérez un lien ?**  
Comment avertissez-vous votre audience ?
- ☐ **Lorsque des vidéos sont créées par des groupes haineux, partagez-vous la séquence ?**  
Par un lien vers l'original ? Une capture d'écran ? Allez-vous refuser de distribuer tout élément relatif à ces images ?